

# SOUTENIR

Le magazine du Commissariat des armées N°30 Décembre 2024



MARINE  
NATIONALE

## Immersion

À bord du PHA Dixmude  
avec le commissaire embarqué

## Dossier

Soutien de la brigade  
« Anne de Kyiv »

## En image

La ration de fête

**Un SOUTIEN Commissariat  
*dans, avec et pour LES ARMÉES***

SANTÉ • PRÉVOYANCE  
PRÉVENTION • ACTION SOCIALE  
SOLUTIONS DU QUOTIDIEN



Bien plus  
qu'une mutuelle

# “BIEN PLUS QU'UNE MUTUELLE À MES CÔTÉS, UNE ALLIÉE DANS TOUTES LES ÉPREUVES”

Avec Unéo, sécurisez votre avenir,  
quoi qu'il arrive.  
Pour tout savoir sur les solutions mises  
en place dans l'exercice de votre métier,  
scannez ce QR code.



# Édito



Le commissaire général  
hors classe Olivier Marcotte  
Directeur central du SCA

Une nouvelle ère stratégique s'est ouverte. La guerre aux portes de l'Europe et un monde plus dangereux et incertain amènent les armées à continuer à se transformer rapidement. Et il ne peut en être autrement pour le service du commissariat des armées. Les nouvelles zones d'engagement, le tempo accéléré des opérations, les conditions plus abrasives de stationnement, de climat, des voies d'acheminement, requièrent une réévaluation constante et une adaptation permanente de nos modes d'action. Ces évolutions, ce sont des défis et de l'exigence pour le Service.

Notre modèle de Commissariat robuste, dans, avec et pour les armées, a démontré son efficacité lors des Jeux olympiques et paralympiques 2024. Nous avons soutenu les forces de sécurisation tout en continuant - et c'est là notre force - à soutenir chaque jour les garnisons, ports et bases. Nous sommes capables de cette démultiplication grâce à la force de notre sens de la mission, qui nous a aussi permis la préparation et la conduite du soutien à la brigade « Anne de Kiev » de notre partenaire ukrainien, concomitamment au désengagement des Jeux olympiques et paralympiques et au soutien des opérations dans lesquelles les armées françaises sont engagées.

Pour le soutien au quotidien, notre impératif est plus que jamais l'efficacité et la simplicité. Pour cela, il nous faut questionner chaque procédure, chaque prestation, pour interroger les habitudes, les normes, les seuils et circuits de visas, surmonter l'autocensure qui bride l'audace. Nous

devons renouer avec une certaine culture du risque et son relatif inconfort. La mission est exigeante, le succès gratifiant.

Faire simple, être réactifs, être efficaces. Prôner ces trois principes, c'est revenir aux racines de ce qui a fait le soutien des armées à travers les âges. C'est démontrer ce que le Service doit être vis-à-vis des armées. Alors que nous fêterons en 2025 les quinze ans du Service, il convient de se rappeler notre héritage, reconnu et salué. Les croix de guerre 1914-1918 et 1939, avec palme, qui ornent désormais le drapeau de l'École des commissaires des armées sont les témoins d'engagement passés pour le succès des armes de la France. La citation du Service à l'ordre de l'armée et l'attribution de la médaille d'or de la défense nationale avec palme pour son soutien à l'opération Barkhane sont une fierté et un honneur. Une fierté pour tous les organismes du Service. Un honneur qui nous oblige. Un héritage marqué par la volonté d'excellence de nos pères qui nous anime toujours aujourd'hui.

Au-delà de l'activité opérationnelle particulièrement dense, 2024 aura été la première année de la loi de programmation militaire 2024-2030, conçue à « hauteur d'homme » avec un effort sans précédent sur le soutien du combattant. En 2025, nous poursuivrons l'effort engagé pour mener les projets, accélérer la transformation du soutien et démontrer la pertinence du Commissariat d'emploi dont ont besoin les armées.

Je vous souhaite à tous de bonnes fêtes de fin d'année.



**Faire simple,  
être réactifs,  
être efficaces**

Accompagnement  
social

Offre de  
prestations

Soutien à la vie  
professionnelle et familiale

# ACTION SOCIALE DES ARMÉES



**Notre métier :**  
*vous accompagner*



**Des assistants  
de service social  
à votre écoute**

Nous  
contacter



Nos offres  
de service



# SOMMAIRE

## 06 | FLASH-BACK

## 08 | VU SUR LES RÉSEAUX

## 10 | RETOUR SUR L'INFO

## 12 | CARTE

Engagement opérationnel du Service

## 16 | SCA OPS

Permanence, simultanéité, continuité  
À Djibouti, un soutien dans, avec  
et pour les forces armées

## 24 | ÉVÈNEMENT

Une cérémonie et des distinctions  
historiques pour le SCA

## 28 | EN IMAGE...

La ration de fête

## 30 | RETOUR SUR...

Tous engagés pour le désengagement  
des Jeux olympiques et paralympiques 2024

## 38 | FOCUS

Cessions de biens : les missions insoupçonnées  
du bureau Administration Générale,  
le “ notaire ” du Service

## 42 | DOSSIER

Appui de la France à l'Ukraine :  
la démonstration d'un soutien Commissariat  
intégré aux forces armées

## 46 | IMMERSION

À bord du porte-hélicoptère amphibie  
Dixmude avec le commissaire embarqué

## 56 | ZOOM SUR...

Le Commissariat, coordonnateur de la lutte  
contre la fraude  
Organiser la réflexion sur la maîtrise  
des risques

## 58 | RENCONTRE

Avec le CRC2 Pierre-Damien, chargé de  
mission pour les blessés, les familles  
endeuillées, le monde combattant et les victimes  
d'actes de terrorisme

Suivez le Commissariat des armées sur internet : <https://www.defense.gouv.fr/commissariat>

 YOUTUBE  
Commissariat des armées

 TWITTER  
@SCArmees

 INSTAGRAM  
@Commissariatdesarmees

 LINKEDIN  
Commissariat des armées





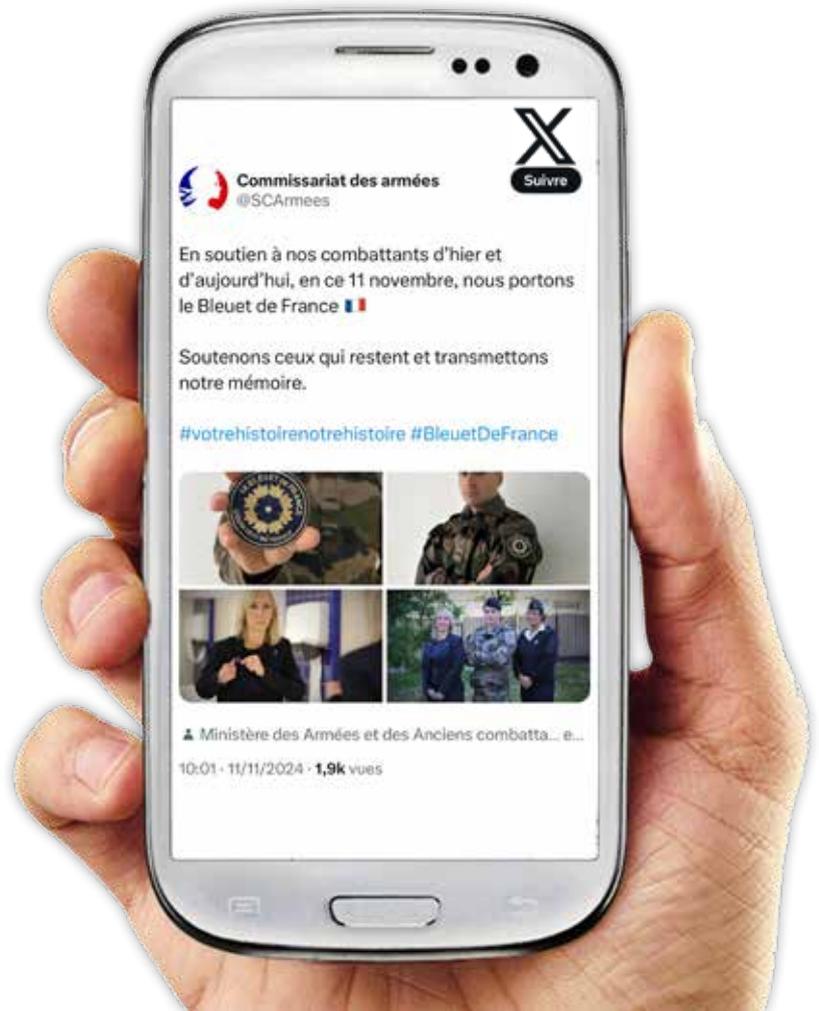
## FLASH-BACK

18 septembre 2024.

Le chef d'état-major des armées, le général d'armée Thierry Burkhard, a présidé, dans la cour d'honneur des Invalides, une cérémonie en l'honneur du service du commissariat des armées. Historique et riche en symbolique pour le Service, la cérémonie a réuni plus de 500 personnes, parmi lesquelles le secrétaire général de l'administration (SGA), les chefs d'état-major d'armées et les représentants des 89 organismes du Service.

© ECPAD/Défense

# VU SUR LES RÉSEAUX



cema.armeefrancai... et 2 autres personnes 



2394 J'aime

cema.armeefrancaise Adieu aux armes du Commissaire Général hors-classe Philippe Jacob, Directeur Central du @commissariatdesarmees de mars 2021 à août 2024.

Je salue 37 années de service guidées par l'esprit d'équipage où rigueur, passion et dévouement ont été les valeurs fondamentales d'un engagement sans faille au profit des Armées et de la France.

Jean-Louis Thiériot - 2e  + Suivre

Ministre délégué auprès du minis...  
15 h · 🌐

On a le bras plus ferme lorsqu'on se sait soutenu.

A l'occasion de la Saint Martin, Saint Patron du **Commissariat des armées**, je me suis rendu à Rambouillet pour rendre un hommage appuyé à celles et ceux qui assurent le soutien matériel, financier et juridique des Armées. Une mission capitale, assurée depuis huit siècles, pour que nous soyons au rendez-vous de nos objectifs, de la préparation jusqu'à la conduite des opérations.

En dépit des transformations successives et des déflations auxquelles le **Ministère des Armées** a pu être confronté, ce service a toujours su démontrer sa résilience et sa capacité à faire face aux nouveaux défis. Ses réformes et sa modernisation garantissent à nos militaires de pouvoir se concentrer sur l'essentiel : leur mission.

Et par Saint Martin, vive le commissariat !



Commissariat des armées a reposté 

 **Bleuet de France** @BleuetFr... · 13/10/2024 ...

Les @20km\_Paris c'est ce dimanche, et nous y sommes ! 🇫🇷 Le #BleuetdeFrance et les sportifs, une histoire qui s'intensifie ! Bravo et merci à la team @SCArmees, plus grosse délégation Defense, qui coure avec nos couleurs 🇫🇷🇫🇷🇫🇷



1 9 33 1,4k

 **Armée de Terre** @armeed... · 10/10/2024 

La brigade interarmes Anne de Kyiv 🇺🇦 est formée, entraînée et soutenue par nos soldats 🇫🇷 appuyés par @santearmees et @SCArmees.

#StandWithUkraine



1:16

 **Ministère des Armées...** · 10/10/2024

 #PointPresse | En juin dernier, la France s'est engagée auprès de l'Ukraine pour former une ... Voir plus

0:54

## Adieu aux armes *du CRGHC Philippe JACOB aux Invalides*



Le mercredi 18 septembre 2024 s'est tenu, dans la cour d'honneur de l'hôtel national des Invalides, l'adieu aux armes du commissaire général hors-classe (CRGHC) Philippe JACOB, directeur central du SCA de mars 2021 à juillet 2024. Devant les hautes autorités du ministère des Armées et des anciens Combattants et plus de 500 personnels civils et militaires de l'ensemble des organismes du service du commissariat des armées et de la direction centrale, le chef d'état-major des armées a rendu un hommage très appuyé à la carrière de l'ancien directeur central du SCA,

débuté en 1987 à l'École du commissariat de la Marine.

Le chef d'état-major des armées a salué la force de travail du CRGHC Philippe Jacob ainsi que son humanité et sa discrétion, qualités qui lui ont permis de s'imposer dans les nombreux postes qu'il a occupés au cours de sa carrière, du porte-hélicoptère JEANNE D'ARC à la direction centrale du SCA, en passant par le commandement de la Marine à Cherbourg, l'état-major des armées et l'état-major particulier du Président de la République.



**Trente-sept années d'une carrière riche, faite de valeurs et de principes. 37 années au service de la France, au service des autres. Commissaire et marin [...], vous avez ancré le service du commissariat des armées dans la vision stratégique des armées [...]. Au nom des Armées, j'exprime très sincèrement la reconnaissance de ce que nous te devons. Je salue l'engagement de toute une vie et de ta foi inébranlable dans les armées françaises et dans notre pays. De Toulon à la direction centrale du SCA, c'est finalement une notion très simple qui a guidé ton engagement : l'esprit d'équipage.**

---

## Le SCA ravive la flamme du soldat inconnu aux côtés du ministre délégué aux armées et aux anciens combattants

Le ministre délégué auprès du ministre des Armées et des Anciens combattants, Jean Louis Thiériot, et le directeur central du SCA, le CRGHC Olivier Marcotte, se sont rendus sous l'Arc de triomphe de Paris le lundi 30 septembre pour raviver la flamme du tombeau du soldat inconnu. La cérémonie fut l'occasion de déposer une gerbe de fleurs au nom du Commissariat des armées, et de rendre hommage au soldat inconnu, afin de perpétuer la mémoire et le sacrifice de tous ceux tombés pour la France sur les champs de bataille. En fin de cérémonie, le directeur central et le ministre délégué ont inscrits quelques mots sur le livre d'or. Une cérémonie qui s'inscrit dans une histoire ininterrompue depuis le 11 novembre 1923, date à laquelle la Flamme est allumée par André Maginot, alors ministre de la Guerre, comme un

hommage éternel de tous les citoyens à ceux ayant fait le sacrifice de leur vie pour la nation. Depuis ce jour, la Flamme ne s'est jamais éteinte et chaque soir, à 18h30 sous l'Arc de Triomphe, une cérémonie de ravivage y est organisée.



## Défense durable Le SCA au cœur de la stratégie du ministère des Armées et des Anciens combattants

Faire du développement durable un levier d'amélioration des capacités opérationnelles des forces armées. C'est l'objectif du Ministère des Armées et des anciens combattants et de sa nouvelle stratégie « défense durable ».

Le SCA s'inscrit pleinement dans cette vision et a profité de la semaine du développement durable qui s'est tenu à Balard du 23 au 27 septembre pour sensibiliser à ces thématiques de plus en plus prégnantes tant au sein du Ministère des Armées et des Anciens Combattants que dans la sphère publique.

Divers projets innovants ont été présentés lors de cette semaine du développement durable, particulièrement dans deux domaines clés du soutien aux forces armées : la restauration et la mobilité. Pour la restauration le centre interarmées du soutien restauration-loisirs (CIRL) a présenté ses actions en matière d'alimentation durable notamment SCAN GASPI, un outil permettant, grâce à l'intelligence artificielle, de mesurer et d'analyser de manière très précise la nature du gaspillage alimentaire *via* des caméras et balances connectées. Cet outil révolutionnaire va permettre de se conformer aux dispositions législatives de réduction de 50% des bio déchets d'ici 2025. De même pour le domaine de la mobilité, le SCA a présenté ses alternatives de transport écologiques et économiques afin de vaincre les réticences culturelles internes au ministère à l'emploi des nouveaux objets de mobilité électrique et témoigner de leur conformité avec la réussite de ses missions.



## La Team SCA *brille* dans la ville lumière !



Avec plus de 650 participants, des finishers dans des temps records et une vague bleue qui a démontré dans tout Paris son énergie et sa motivation, la Team SCA a, une fois de plus, brillé cette année à l'occasion des 20km de Paris ! Forte de coureurs venus des quatre coins de la France et d'Outre-Mer, elle a su mobiliser énormément de profils, illustrant ainsi toute la richesse du SCA. Une édition 2024 placée, une fois de plus, sous le signe de la cohésion et du dépassement de soi, en présence du directeur central du Service, le CRGHC Olivier Marcotte, venu encourager et les féliciter les coureurs. Une édition 2024 marquée également par la solidarité envers nos Blessés, grâce au port du Bleu et de France par chaque coureur de la TEAM SCA, et le reversement de 5€ par dossard à l'association du Bleu et de France.

En bref : 20km de performances, de partage et de cohésion.

La vague bleue n'a pas fini de briller dans la ville lumière.

Rendez-vous l'année prochaine !



## Un séminaire de rentrée déterminant pour le SCA



Un séminaire de rentrée rassemblant la direction centrale du SCA s'est tenu sur le site de Balard au début du mois de septembre. Un séminaire qui a permis au nouveau directeur central du Service, le CRGHC Olivier Marcotte, et au directeur central adjoint, le CRG1 Rodolphe SCHEEL, d'intervenir pour présenter le contexte actuel dans lequel évolue le SCA, mais aussi l'orientation et les évolutions que le Service devra

prendre pour répondre de la manière la plus efficace qui soit aux enjeux qui se présentent. Dans un contexte global ayant tendance à s'accélérer au rythme des évolutions géopolitiques, les défis que doit relever le Service sont plus complexes que jamais. La parole a également été laissée à de nombreux directeurs et responsables d'organismes, afin qu'ils puissent présenter leurs missions et enjeux respectifs (parmi eux les officiers généraux directeurs, sous-directeurs, inspecteur du service du commissariat, adjoint ressources humaines, chefs de la division numérique, de l'état-major opérationnel et de la chancellerie, conseiller communication, conseillère sociale, délégué aux réserves, chefs du bureau coordination et appui au commandement et du quartier général...). Ce séminaire a été l'occasion de prendre de la hauteur sur les missions et différents organismes du SCA afin d'envisager les missions futures en prenant en compte toutes les composantes du service. En conclusion, le directeur a encouragé l'ensemble de son auditoire à maintenir son niveau d'engagement et à travailler ensemble pour atteindre les objectifs stratégiques : « *Soyons simples, sobres et réactifs !* ».

---

## Le SCA fièrement représenté à la foire internationale de Marseille

Plus de 2 000m<sup>2</sup> de stands armées...le chiffre en dit long sur l'engouement des armées pour la foire internationale de Marseille ! 2<sup>e</sup> plus grande foire en France, elle accueille chaque année, durant 15 jours, plus de 30 000 visiteurs du monde entier au Parc Chanot, à proximité du stade Vélodrome. Et cela depuis...1924 ! Pour le SCA, et plus particulièrement pour l'ELoCA de Marseille, ce rendez-vous est l'un des plus attendus et l'occasion d'exposer ses matériels et les nouveautés du Service ! Désormais bien ancré dans cet événement incontournable de la cité phocéenne, l'ELoCA de Marseille a profité cette année encore de la Foire Internationale de Marseille pour mettre en avant son action, ses savoir-faire, et son rôle indispensable au profit des forces armées françaises. Le personnel a accueilli sur leur stand du village des armées les nombreux visiteurs curieux de découvrir les matériels du SCA ainsi que ses missions de soutien aux forces armées. Ils ont par exemple pu découvrir le matériel de soutien en opérations, tel que l'ETRAC, et toucher ainsi du doigt la réalité

du quotidien du militaire : manger, s'équiper, se protéger. L'occasion pour le grand public de se faire une idée de la réalité du soutien de l'homme, dont les missions en coulisses méritent cet éclairage si particulier.



## Le SCA s'engage aux côtés des blessés : découvrez le patch Bleuet de France aux couleurs du SCA !



Le service du commissariat des armées et l'association du Bleuet de France ont créé, en partenariat, un patch unique aux couleurs du Service. Objectif : matérialiser la solidarité et l'engagement du SCA pour soutenir les blessés.

Ce Bleuet incarne l'alignement du SCA aux valeurs menés par le Bleuet de France. L'association assure depuis la fin de la Première Guerre mondiale, le soutien psychologique, matériel et financier des hommes et femmes qui ont risqué leur vie pour la France, des victimes d'actes terroristes, des soldats blessés en opération extérieure, des anciens combattants, des orphelins et des veuves de guerre.

L'achat du nouveau patch SCA contribue au financement des actions de solidarité et de mémoire du Bleuet de France. Les bénéfices collectés permettront d'améliorer le quotidien des anciens combattants, de pupilles de la Nation, victimes de guerre et de victimes du terrorisme.

Si vous souhaitez vous procurer un patch SCA et ainsi, participer au développement des œuvres de l'association, rendez-vous sur la boutique du Bleuet de France.



## Premier guide *des parcours professionnels des commissaires d'ancrage santé* au sein du SSA



326 commissaires d'ancrage santé (dont 237 de carrière et 89 sous contrat), soit 17% de l'ensemble du corps des commissaires, sont concernés par ce guide des parcours professionnels, qui s'inscrit au cœur des enjeux affichés dans les travaux de ressources humaines ministériels et qui décline l'une des ambitions de la politique RH 2030 des commissaires des armées : « *renforcer la lisibilité des parcours professionnels et leurs attractivités* ». Un guide qui revêt par ailleurs une importance particulière pour l'ancrage santé dans la mesure où le SSA est le 1er employeur des commissaires de cet ancrage. Ce guide propose notamment un recentrage de la dominante d'emploi administration générale sur les postes de management, une augmentation du nombre de postes de haut encadrement ainsi qu'un rééquilibrage de la répartition des postes nécessitant un ancrage santé par rapport aux postes indifférenciés, afin de favoriser les parcours croisés.

## Avec NOMAD, le SCA soutient le mode de travail de demain



Le SCA a imaginé une offre de service innovante dédiée au travail nomade et a lancé une expérimentation à la fois physique (mise en place d'espaces de travail nomade sur tout le territoire) et numérique (développement d'une application de réservation de ces espaces). Déployé sur tout le périmètre ministériel avec 24 sites ouverts à ce jour (44 sites d'ici fin 2025), le dispositif a pour but d'améliorer la qualité de vie au travail et de tenir compte des contraintes de certaines catégories de personnels tels que les célibataires géographiques et les réservistes. La fréquentation des espaces NOMAD est en évolution positive, malgré des problématiques infra et de gestion d'accès aux sites.

## Le SCA célèbre la Saint-Martin en présence du ministre délégué



Comme chaque année, le service du commissariat des armées célèbre Saint Martin de Tours, patron du Service qui, en 334, aux portes d'Amiens, secourut un malheureux transi par le froid en partageant avec lui son manteau. « Notre commémoration annuelle est l'occasion pour notre Service de se rassembler autour du symbole qui fait sa force, aux sources duquel il y a la générosité et le don. C'est aussi un appel à la simplicité du geste qui en fait toute son efficacité », a déclaré le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte, directeur central du SCA, dans son ordre du jour de la cérémonie qui s'est tenue le 12 novembre à Rambouillet. Un geste devenu l'incarnation de la raison d'être du SCA en soutien aux armées : le sens du Service, du don de soi, de l'attention portée à autrui. « Martin était un soldat parmi les légionnaires romains, cela nous renvoie à ce que doit être le Service vis-à-vis des armées ».

La cérémonie de la Saint Martin fut l'occasion pour le CRGHC Olivier Marcotte de dresser le bilan de l'année écoulée et de

mettre en lumière l'action du Service qui œuvre dans, avec et pour les armées, tout en rappelant l'esprit de simplicité de Saint Martin et l'impératif d'efficacité auquel doit répondre le Service : « Notre impératif est plus que jamais l'efficacité et la simplicité. La mission est exigeante, le succès gratifiant. Gardons tous à l'esprit l'impératif de simplicité et d'efficacité. C'est cela qui démontrera par l'exemple ce qu'est le commissariat d'emploi dont ont besoin les armées ». La cérémonie de la Saint Martin de la direction centrale fut cette année marquée par la présence du ministre délégué auprès du ministre des armées et des anciens combattant, Jean-Louis Thiériot, qui a souligné le rôle crucial du SCA pour les armées et du soutien qu'il délivre. « Servir en soutenant, rendre possible l'action en fournissant les moyens qui sont nécessaires à son accomplissement, c'est tout simplement l'esprit du Commissariat. Nos militaires savent bien qu'ils trouveront toujours et partout un appui salutaire grâce au service du commissariat des armées ».



# Le ministre délégué *en visite dans* Les centres experts du SCA

À l'occasion de la cérémonie de la Saint Martin, le ministre délégué auprès du ministre des armées et des anciens combattants, Jean-Louis Thiériot, s'est rendu sur le site de Rambouillet, accompagné du directeur central du service du commissariat des armées. L'occasion de constater l'étendue des missions exercées par les centres experts du SCA et d'échanger avec le personnel qui œuvre au quotidien pour le soutien aux forces armées. « Cette visite m'offre l'opportunité de vous rendre un hommage appuyé pour trois raisons au moins. Pour votre utilité jamais démentie, pour la capacité d'adaptation dont vous avez toujours fait preuve, enfin parce que je vous sais prêts pour servir les armes de la France » a déclaré le ministre délégué.

Le ministre délégué s'est dans un premier temps rendu au centre interarmées du soutien Equipements Commissariat (CIEC), où son directeur, le commissaire général de 2e classe Renaud Dutt, a exposé les enjeux principaux de la fonction Soutien du combattant, avant de laisser le personnel présenter les différents équipements destinés aux forces armées. Effets d'habillements, structures balistiques ou encore rations de combat ont ainsi été exposés et expliqués au ministre délégué.



Ce dernier s'est ensuite rendu au centre interarmées du soutien administration du personnel (CISAP) et à l'Établissement national de la solde (ENS) où lui ont été présenté, par le CRG2 Calentier, directeur du CISAP, le fonctionnement et les enjeux dans les domaines de l'administration du personnel et de la solde.





**Militaires blessés**  
pour vous et vos familles

**NOUVEAU PORTAIL INTERNET**  
pour votre information et vos démarches

Maison numérique des blessés et des familles  
<https://maison-des-blessés.defense.gouv.fr>





Maison numérique des blessés et familles



Actualités  
Événements  
Témoignages  
Accès aux contacts  
Foires aux questions

**...Et aussi :**

- Information individualisée
- Parcours de soins dans le temps
- Démarches en ligne
- Simplification de l'accès aux droits à réparation
- Pension militaire d'invalidité
- Indemnisation complémentaire
- Contacts des acteurs de l'accompagnement



Secrétariat général pour l'administration  
Direction des ressources humaines du ministère de la Défense

© 2023 - République Française



Dans le cadre de la réarticulation des Forces françaises au Sahel et de l'action stratégique renouvelée, un partenariat militaire opérationnel dans le domaine du droit des conflits armés a été convenu avec le partenaire tchadien. Dans ce contexte, une formation de deux semaines au droit des conflits armés a été dispensée par le legal advisor (LEGAD) des Forces françaises au Sahel, le commissaire principal Anthony, renforcé par deux LEGAD du commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA), au profit d'élèves magistrats de la justice militaire tchadienne. Cette opération avait pour objectif de former des conseillers juridiques opérationnels aptes à être déployés en opérations extérieures, à conseiller le commandement au sein d'un état-major et à diffuser le droit des conflits armés.



Afin d'appuyer la montée en puissance de l'armée de l'air ivoirienne et dans le cadre du partenariat entre la France et la Côte d'Ivoire, un système de détection GIRAFFE a été déployé dans la région de Korhogo, au nord du pays. Ce radar

mobile de conception suédoise permet de sécuriser l'espace aérien en détectant tout appareil dans un rayon de 100km. L'armée de l'Air et de l'Espace forment des « radaristes » de l'armée ivoirienne à l'analyse et l'exploitation des données recueillies par le système de détection. L'utilisation du radar s'accompagne naturellement d'enjeux de maintenance et de protection. Pour cela un détachement de personnels de l'AAE est en permanence stationné sur zone. Pour assurer leur soutien au quotidien, la direction du commandement des forces françaises stationnées en Côte d'Ivoire (DICOM FFCI) a déployé sur site des capacités de soutien de l'homme et de vie en campagne. En effet le maintien de ce camp (à plus de 600km d'Abidjan) en autonomie logistique, nécessite des acheminements fréquents en matériels, pièces détachées, complètement de l'avance de trésorerie et relève de personnel. En soutenant quotidiennement le DET GIRAFFE, la DICOM FFCI démontre sa pleine capacité opérationnelle, en tout temps et tout lieu.

# AUX QUATRE COINS DU MONDE, les organismes du SCA répondent à l'objectif d'*engagement opérationnel du service*



L'exercice OTTER 2024, au camp des Garrigues de Nîmes, a permis aux élèves commissaires de l'ECA de vivre une situation concrète d'opérations extérieures. Sur la base d'un scénario de désengagement, les élèves ont mis en pratique leurs connaissances en s'adaptant aux urgences dans un contexte sécuritaire dégradé, et ont appris à maîtriser les différentes fonctions qu'un commissaire est amené à rencontrer lors de son déploiement en OPEX : contentieux, trésorerie militaire, alimentation/loisirs, passation de marchés, personnel civils employés localement, équipement commissariat, état civil/affaires mortuaires, exécution financière, contre IED, secourisme au combat et rupture de contact tactique. Cet exercice complété par des phases de combat nocturne où les élèves ont montré qu'ils savaient réagir efficacement en état de stress de fatigue. Ce moment unique de leur formation leur permet de mesurer leurs acquis académiques et de se confronter à des situations qu'ils peuvent être amenés à rencontrer dans leur carrière.



Le GSBdD des camps de Champagne a organisé une préparation opérationnelle du combattant spécifique au déploiement sur le flanc Est de l'Europe pour une cinquantaine de personnel du SCA. Une préparation qui vient compléter les compétences opérationnelles des membres du Service dans divers domaines clés du combattant tel que le tir de combat (Glock 17 et HK416), le secourisme de combat, la lutte contre les engins explosifs improvisés ou la protection contre les risques NRBC. En plus de ces mises à jour dans ces domaines la formation permet de développer la cohésion au sein des différents DMC et de favoriser les échanges entre le personnel amené à être déployé sur ces terrains. Cette préparation opérationnelle spécifique au personnel déployé sur le flanc Est de l'Europe fut par ailleurs l'occasion pour l'état major opérationnel du SCA de se rendre sur le terrain et rencontrer le personnel désigné, afin notamment de contrôler les dossiers individuels avant déploiement.

# Permanence, simultanéité, continuité À DJIBOUTI, un soutien dans, avec et pour les forces armées

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : EMA/Défense ; Marion LOTTEGIER/SCA/Défense

**4** en 1. À la fois groupement de soutien, plateforme Commissariat, établissement logistique et service local du contentieux.

**Voilà ce qu'est la direction du commissariat-groupement de soutien à Djibouti. Une seule entité qui assure les onze fonctions de soutien Commissariat, au plus près des 2 000 soutenus : les forces françaises stationnées à Djibouti. Une DICOM-GS ancrée au cœur des armées, résolument tournée vers l'opérationnel.**

## **Aux portes de l'Indopacifique, un territoire stratégique face à une menace permanente**

Porte d'entrée vers l'Indopacifique, la République de Djibouti est un territoire stratégique, tant pour le commerce international que pour les opérations militaires. Une situation géostratégique qui explique la présence des forces françaises. « 70% des conteneurs à destination de la France passent par Djibouti, via le détroit de Bab-el-Mandeb, pour rejoindre la mer Rouge et le canal de Suez. 20% du pétrole et 30% du gaz à destination de la France passent par Djibouti », explique le général de division aérienne Laurent Boité, commandant les forces françaises à Djibouti de 2022 à 2024. « Djibouti est au cœur de la vision stratégique du chef d'état-major des



*armées. C'est un endroit clé géographiquement parlant, c'est la porte d'entrée sur l'Indopacifique et donc un point clé pour les opérations militaires, notamment pour la Marine nationale ». Autre raison de la présence des forces françaises à Djibouti : la menace terroriste. « La corne de l'Afrique fait face à de multiples menaces, notamment terroriste avec la présence des Shebbabs en Somalie, Al-Qaïda en péninsule arabique (AQBA) au Yémen et les houtis en mer Rouge ». Des menaces qui positionnent Djibouti dans la zone de responsabilité permanente des forces françaises. De ces raisons découlent les trois missions principales des forces françaises stationnées à Djibouti : contribuer à la protection de Djibouti, être capable d'intervenir dans la sous-région*



et être un point d'appui pour les forces en transit. Positionnées sur la façade Est de l'Afrique, les FFDj constituent ainsi une plateforme stratégique, opérationnelle et logistique, aussi appelée base opérationnelle avancée. À ce titre, elles sont en mesure d'accueillir mais également de projeter rapidement des forces en cas de crise dans la sous-région, vers l'océan Indien ou le Moyen-Orient.

Au plus près des 2 000 militaires des FFDj, la DICOM-GS œuvre au quotidien pour délivrer un soutien opérationnel et résilient. « *La DICOM-GS occupe des fonctions qui ne sont pas traditionnelles pour un groupement de soutien mais elle bénéficie de toute la puissance du SCA. Ici, les « opérationnels » et les « soutiens » œuvrent ensemble ; le SCA est au cœur des armées et la DICOM-GS est résolument tournée vers l'opérationnel* ».

### **Un soutien dans, avec et pour les forces armées stationnées à Djibouti**

Permanence, simultanéité, continuité. Les trois mots d'ordre de la DICOM-GS Djibouti. « *Le soutien doit être délivré en permanence, sans aucune rupture et en simultané de l'effort opérationnel de la force* », explique le commissaire en chef de 1<sup>re</sup> classe Pascal, directeur de la DICOM-GS Djibouti jusqu'en juillet dernier. « *Notre mission est de faciliter l'effort de la force. Pour cela, nous œuvrons au plus près de celle-ci, dans tous les domaines du soutien Commissariat. La militarité occupe une place importante au sein de la DICOM-GS ; nous sommes au cœur des FFDj* ». Assurant l'ensemble des missions du service du commissariat des armées qui, en métropole, relèvent de plusieurs organismes (groupement de soutien, établissement



logistique, plateforme Commissariat, service local du contentieux), ainsi que des missions de soutien général hors du périmètre habituel du SCA comme l'entretien des véhicules ou la gestion des logements des familles, la DICOM-GS des FFDj a un champ d'action très vaste et une grande partie de sa mission est assurée en régie. Deux éléments qui, conjugués à la capacité d'action du directeur de la DICOM-GS en tant que représentant du pouvoir adjudicateur qui dispose d'une chaîne achats-finance complète, permettent de s'adapter de manière très flexible à l'évolution de la situation opérationnelle et de répondre aux attentes du commandant des FFDj.

## Résilience et persévérance

À l'atelier chaud-froid (ATCF), une dizaine de personnels assurent en permanence le maintien en condition opérationnel des matériels de vie en campagne, dont le stock avoisine les 150. Une section importante et indispensable pour permettre leur déploiement à tout moment, sous très court préavis, et leur opérabilité. « Nous nous entraînons souvent à les déployer pour les vérifier. Nous effectuons forcément une visite avant prêt et une visite après prêt. Les exercices opérationnels conduits par les FFDj étant nombreux, le matériel est très sollicité », explique le personnel de l'ATCF. Une sollicitation importante, couplée à un environnement de

déploiement désertique abrasif et exigeant. « Le matériel est mis à l'épreuve du climat. Le climat chaud et humide, ainsi que la mauvaise qualité de l'eau, détériorent rapidement le matériel. Cela nécessite une surveillance renforcée, une maintenance accrue et une anticipation dans les remplacements, afin d'éviter toute rupture du soutien. Notre objectif premier est de soutenir la force, peu importe les conditions. Le terrain commande, nous sommes obligés de nous adapter. Le soutien doit être au rendez-vous de l'opérationnel. C'est un engagement de tous les instants ». En parallèle de la maintenance des matériels de vie en campagne, l'ATCF réalise également le maintien en condition opérationnelle du matériel de restauration





collective des 4 sites sur lesquels sont implantés les FFDj : la base aérienne 188, la base navale (Héron), le centre d'entraînement au combat et d'aguerissement au désert (ARTA) et le 5<sup>e</sup> régiment interarmes d'outre-mer (5<sup>e</sup> RIAOM). Le soutien opérationnel délivré par l'ATCF de la DICOM-GS Djibouti dépasse même les frontières nationales, grâce un soutien délivré au profit des Émirats arabes unis pour le maintien en condition opérationnel de ces matériels « verts » lors d'exercices conduits par les forces françaises stationnées dans la péninsule arabique.

**Le magasin d'approvisionnement** est l'autre facette du soutien en équipements Commissariat assuré par la division conduite du soutien (DCS) au profit des FFDj. Il délivre les équipements Commissariat aux forces armées stationnées à Djibouti, qu'elles appartiennent à l'armée de Terre, à



l'armée de l'Air et de l'Espace ou à la Marine nationale. « *Qu'ils soient marins pompiers, gendarmes de l'air, démineurs, ou sauveteurs plongeurs, le besoin est toujours honoré* », affirme l'adjudant Alban, affecté à la cellule habillement. Treillis F3, tenue de vol, tenue de déminage, effets de contrôle de foule, structure modulaire balistique, plaques balistiques... le magasin de la DICOM-GS dispose d'un large stock, reconstitué chaque année afin de disposer en permanence d'un stock de sécurité en cas de fluctuation des effets et pour faire face à toute dégradation de la situation opérationnelle.

**À la section ateliers**, l'opérationnel domine également. Une section atypique, inexistante dans les organismes de soutien en métropole, qui permet d'assurer, en régie, un soutien dans des domaines bien particuliers. « *Les FFDj ont cette particularité d'œuvrer sur de nombreux sites isolés, ce qui nécessite*





un soutien en transport conséquent. La section atelier assure le contrôle et la maintenance de tous les véhicules de la gamme commerciale, de tous les véhicules de moins de 3,5T, ainsi que le contrôle des clés dynamométriques des avions de l'armée de l'Air et de l'Espace », explique le major Stéphane, chef de la section ateliers. « Nous œuvrons au plus près des forces, pour leur permettre d'être pleinement opérationnelles. C'est une véritable plus-value d'avoir cette section au sein de la DICOM-GS ».

**Même constat du côté de la restauration.** « Nous sommes ancrés dans l'opérationnel. Notre mission est de nourrir la force. Nous sommes le cœur du réacteur, la vitrine des FFDj », explique l'adjudant-chef Nicolas, gérant restauration. Un soutien restauration qui opère sur base, mais également sur le terrain, en plein désert, sur du matériel de vie en campagne (ETRAC), lors des nombreux exercices opérationnels conduits par les FFDj. Si la conjoncture internationale et les tensions accrues en mer Rouge donnent lieu à des ruptures de stocks et des difficultés d'approvisionnement, le soutien demeure au rendez-vous : « Le contexte géostratégique et l'augmentation

récente des effectifs des FFDj n'ont pas entraîné de baisse de la qualité du soutien », assure le commandant de la force. Un soutien précieux pour la préservation du potentiel et du moral des troupes, au fondement même de la capacité opérationnelle des unités.





Nourrir sur base, en exercice en plein désert... mais également en mer. « *Le ravitaillement en vivres des bâtiments de la Marine nationale en escale à Djibouti fait partie de notre contrat opérationnel* », explique le commissaire principal Benoît, directeur du Cercle. «

*Nous fournissons 45 jours de vivres au bord, pour permettre leur autonomie en mer. Compte-tenu du contexte de tensions accrues dans la zone, le nombre de bâtiments patrouillant ou effectuant des missions en mer Rouge et faisant escale à Djibouti a augmenté. Nous sommes aujourd'hui à une escale par semaine* ». Un contexte sous-tension et des contraintes qui requièrent adaptation et flexibilité. Mais une priorité pour le soutien : « *L'opérationnel est notre priorité. Nous sommes prêts à dégrader des denrées du régalién pour approvisionner les bâtiments*

*de la Marine nationale et leur permettre ainsi d'accomplir leur mission* », témoigne le maître-principal Fabrice, gérant de l'approvisionnement des bâtiments de la MN au sein de la DICOM-GS.





## Engagement et militarité

Être au cœur des armées pour pouvoir les soutenir au plus près. Armement d'un poste de commandement interarmées dans les fonctions de LEGAD, J1, J4-SH et J8, d'une section PROTERRE ou d'un CRER (centre de regroupement et d'évacuation des ressortissants), la DICOM-GS est capable de se réarticuler en modules et unités adaptés à la manœuvre tactique des FFDj. « *Le LEGAD occupe un poste clé pour le commandement puisqu'il le conseille sur les actions à mener et l'engagement de la force* » explique le commissaire de 1<sup>re</sup> classe Marie. « *Le contexte géopolitique et géostratégique actuel nécessite une vigilance particulière et une connaissance des moyens à disposition de la force en cas de dégradation de la situation, conformément aux règles juridiques d'engagement et du contrat opérationnel des FFDJ* ».

Pour préparer au mieux son personnel au soutien des activités opérationnelles et renforcer sa militarité et son engagement opérationnel, la DICOM-GS a mis en place, en 2017, un bureau de préparation et de soutien aux activités opérationnelles (BPSAO). Ses missions ? Organiser des séances d'ins-



truction au profit de tout le personnel militaire de la DICOM-GS et des entités adossées et armer la section PROTERRE destinée à protéger les emprises. « *La section PROTERRE est activée dans deux cas : une catastrophe naturelle ou un évènement politique qui conduirait à l'évacuation de ressortissants ou à l'engagement de la force* », précise l'adjudant-chef Armand,





moniteur tir et IED au sein du BPSAO.

Une section déployée lors de l'opération SAGITTAIRE, conduite en avril 2023 par les FFDj et dans laquelle la DICOM-GS a joué un rôle clé. « *L'opération SAGITTAIRE, déclenchée suite à la dégradation de la situation sécuritaire au Soudan, a démontré la pleine capacité opérationnelle de la DICOM-GS et sa capacité à*

*agir avec les armées », témoigne le commissaire en chef de 1<sup>re</sup> classe Daniel. « Pour cette opération d'évacuation, d'accueil et de prise en charge de plusieurs centaines de ressortissants français et étrangers du Soudan vers Djibouti, la DICOM-GS s'est réorganisée en modules adaptés à la situation et a agi dans de nombreux domaines, comme la mise en œuvre d'un CRER, l'activation d'un dispositif de soutien complet (hébergement, alimentation, transport, surveillance, etc.), l'armement d'un module EVAC Info<sup>1</sup>, la préparation et le chargement de fret sur la frégate multi-missions Lorraine à partir de Port-Soudan grâce à la projection d'un commissaire, le déploiement d'une section PROTERRE ou l'élaboration des Rules of Engagement (RoE) par le LEGAD. Plus de 110 militaires de la DICOM-GS ont été engagés en permanence dans cette opération, ce qui a permis le recensement, l'accueil et le soutien de plus de 500 ressortissants avant leur acheminement vers l'aéroport de Djibouti et leur retour en France ». Un engagement opérationnel prédominant et une DICOM-GS qui œuvre aux côtés de la force.*

Répondre aux besoins de la force. Le soutien de la DICOM-GS est dicté par le contrat opérationnel des forces françaises stationnées à Djibouti. « *On écoute l'opérationnel, on agit à ses côtés et à son profit », conclut le commissaire en chef de 1<sup>re</sup> classe Pascal. Permanence, simultanéité, continuité. Pour une mission de soutien, dans, pour et avec les armées.*

---

<sup>1</sup> Module de base minimal pour réaliser les opérations d'enregistrement de 500 ressortissants par 24 heures

## Soutenir les familles

« *Le commandant des FFDj a trois priorités : les opérations, la population djiboutienne et les familles. Les familles sont un vecteur clé de la force morale et de notre opérabilité. Les soutenir est donc essentiel »,* témoigne le GDA Boité. Pour remplir cette mission, la DICOM-GS s'est dotée d'un bureau « soutien familles ». « *Nous apportons un soutien quotidien aux familles des militaires déployés au sein des FFDJ, tant dans*

*le domaine administratif que financier ou des loisirs »,* explique le capitaine Béatrice, chef du bureau soutien familles de la DICOM-GS. « *Notre mission est de répondre à leurs besoins, de faciliter leur installation dans le pays, de les accompagner dans leurs démarches administratives, et de faire en sorte qu'elles ne soient pas isolées. Avoir une famille qui se sent bien c'est avoir un militaire pleinement opérationnel ».*

# Une cérémonie et des distinctions historiques pour le service du commissariat des armées

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense ; ECPAD/Défense

**18 septembre 2024, Cour d'honneur de l'hôtel national des Invalides. Le chef d'état-major des armées, le général d'armée Thierry Burkhard a présidé une cérémonie en l'honneur du service du commissariat des armées. Une cérémonie historique, riche et symbolique pour le Service, en présence du major général des armées, du secrétaire général de l'administration, des chefs d'état-major d'armées et des représentants des 89 organismes du SCA.**



Parmi les moments phares de la cérémonie : la citation du service du commissariat des armées à l'ordre de l'armée pour son engagement dans l'opération « Barkhane ». « Présent sur le théâtre d'opération « Barkhane » de 2019 à 2022, et jusqu'au désengagement total des troupes françaises au Sahel, le service du commissariat des armées a

*fait preuve de belles qualités militaires. Il s'est particulièrement distingué au travers de tous les organismes de sa chaîne sollicités soit de manière directe pour armer les mandats dans leur cœur de métier, soit de manière indirecte pour assurer le soutien des militaires français et des unités projetées en bande sahélo-saharienne [...] Agissant au plus*



près des troupes par le biais de sa direction du commissariat à N'Djamena, de ses antennes et détachements du soutien de l'homme, a su relever un défi logistique majeur en développant une plateforme opérationnelle désert à Gao puis Niamey, allant même jusqu'à intégrer ses détachements mixtes du commissariat au sein des opérations des forces spéciales. [...] S'est illustré durant toute la période en prenant part aux ripostes lors des différentes attaques de camp [...] ou lors des convois logistiques [...]. S'est également démarqué dans les différentes phases de ré-articulation du dispositif jusqu'au désengagement total dans des conditions difficiles et dégradées, tout en respectant les délais fixés par le président de la République. A ainsi permis la sortie de l'ensemble du matériel et des équipements de la Force stationnés à Gao [...] ». Une citation, comportant l'attribution de la médaille d'or de la Défense nationale avec palme de bronze, qui témoigne de l'engagement décisif du SCA tout au long de l'opération « Barkhane ».



**C'est un des moments les plus forts de la vie du Service. C'est à la fois un salut de toute son action opérationnelle depuis plus de 10 ans, de ce qu'il est en tant que Service et en tant que corps des commissaires.**



**Présent sur le théâtre d'opération « Barkhane » de 2019 à 2022, et jusqu'au désengagement total des troupes françaises au Sahel [...] le SCA s'est particulièrement distingué pour assurer le soutien des militaires français et des unités projetées dans la bande sahélo-saharienne.**

dont l'ECA est désormais dépositaire et une responsabilité qui l'oblige autant qu'elle l'honore, comme en témoignent la croix de guerre 1914-1918 avec palme et la croix de guerre 1939 avec palme décernées à l'École du commissariat de la Marine et reçues par filiation. « *La décoration du drapeau de l'École des commissaires est un symbole extrêmement puissant et fort. C'est pour nous un très grand*







**La décoration du drapeau de l'École des commissaires est un symbole extrêmement puissant et fort. C'est une reconnaissance et c'est une injonction à être fidèle à cet héritage qui doit nous inspirer pour penser l'avenir.**

*honneur, c'est une reconnaissance et c'est une injonction à être fidèle à cet héritage qui doit nous inspirer pour penser l'avenir* » témoigne le commissaire général de 2<sup>e</sup> classe Jean Le Roch, directeur de l'ECA.



Une cérémonie hautement symbolique et des distinctions qui rappellent l'action déterminante du SCA au profit des armées, ainsi que son patrimoine historique, comme précisé par le directeur central du Service à l'issue de la cérémonie : « C'est un des moments les plus forts de la vie du Service, c'est à la fois un salut de toute son opérationnelle depuis plus de 10 ans, ce qu'il est en tant que Service et en tant que corps des commissaires. C'est donc triplement une fierté que chaque femme et homme du Service ressent aujourd'hui ; un moment fort en présence de tous les organismes du Service, réunis pour la première fois, et du chef d'état-major des armées et des différents chefs d'état-major ».



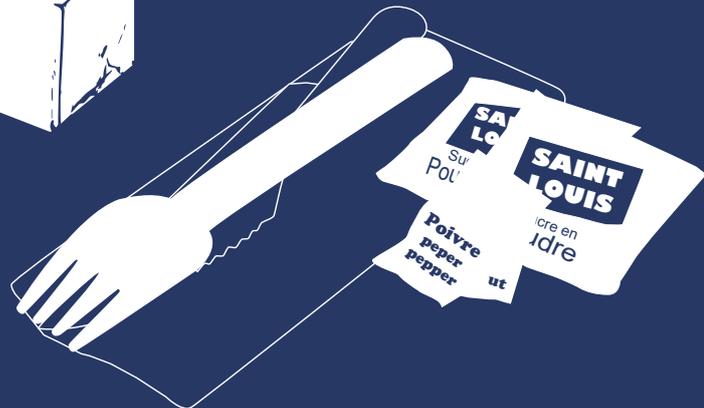
# LA RATION DE FÊTE

Servie pour la première fois au Sahel à l'occasion du 14 juillet 2016, la ration de fête est destinée aux soldats positionnés sur des zones non-pourvues de point de restauration au moment de la fête nationale et des fêtes de fin d'année. Repas de fête complet, produits culinaires haut de gamme fabriqués en France... la ration de fête permet un vrai contraste avec la rudesse des conditions d'engagement.

1 apéritif. 1 repas complet. 2 menus différents.  
Système de réchauffage inclus.

Prix : 38,98€  
4 000 rations de fête produites chaque année.





RETOUR SUR...





# **TOUS ENGAGÉS POUR LE DÉSENGAGEMENT DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024**

Partir en dernier. Les Jeux olympiques et paralympiques 2024 se sont achevés dans une ambiance de fête et de succès depuis maintenant quelques mois. Mais pour le service du commissariat des armées, la mission continue. Alors que les athlètes sont repartis, que les projecteurs se sont éteints, que les spectateurs sont retournés à leur quotidien et que les forces armées ont été démobilisées, une autre tâche, aussi complexe que cruciale a débuté : celle du désengagement.

Rédaction : CASP Guerric MAILLOT

Illustrations : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense ; Guerric MAILLOT/SCA/Défense

“  
**Il n’y a pas de tactique  
sans logistique.  
Si la logistique dit non,  
c’est qu’elle a raison**

Général Eisenhower, 1944

**C**ette phase de logistique retour, discrète mais essentielle, mobilise des moyens considérables. Objectif : réintégrer le matériel engagé, rétablir les stocks et garantir que chaque équipement soit prêt pour de futures missions. Retour sur une opération invisible aux yeux du grand public, mais vitale pour le maintien de l’efficacité de la mission des forces armées françaises.

**Soutenir la force de sécurisation des  
jeux olympiques et paralympiques :  
un soutien unique en son genre**

Le numéro hors-série de Soutenir publié cet été présentait l’étendue de l’engagement du SCA pour les Jeux olympiques et paralympiques 2024. Cet engagement, débuté en décembre 2023 avec les premières opérations logistiques, s’est traduit par la mobilisation d’un nombre impressionnant de ressources humaines et matérielles.



15 000 militaires soutenus en France



13 camps montés rien qu’en Île-de-France, dont le camp « Caporal Alain Mimoun » entièrement meublé par le SCA



11 000 mobiliers de campagne (lits, chaises, tables, climatiseurs, douches, etc.)



3 500 véhicules de la gamme commerciale mis à disposition



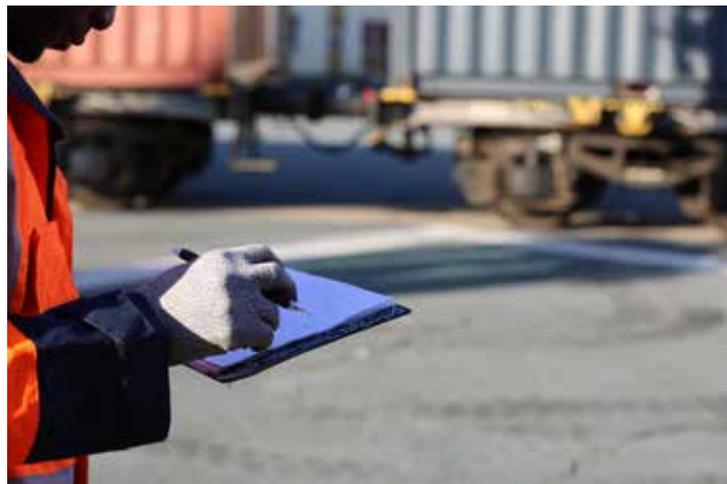
Au cœur de cet effort, le SCA s'est distingué par sa capacité d'anticipation et d'adaptation, travaillant dans l'ombre mais jouant un rôle central dans la réussite de l'opération de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024. Grâce à une planification sans faille, le Service a su gérer ce flux constant de matériels et de personnels en assurant une coordination avec les autres acteurs impliqués dans la sécurisation de ces Jeux.

Pour le service du commissariat des armées, le « post Jeux olympiques et paralympiques 2024 » se traduit par une opération de « logistique retour » (ou reverse logistic). Complexe et stratégique, elle vise à réintégrer, réparer et reconditionner le matériel engagé et déployé, afin de le rendre de nouveau projetable le plus rapidement possible.

## **À vos marques, prêts... Désengagez !**

---

La phase de désengagement est une opération d'une ampleur au moins égale à celle du déploiement. La cérémonie de clôture des jeux olympiques au stade de France n'était pas complètement terminée que, loin des stades et des projecteurs, s'est mis au travail, dans la plus totale discrétion, une véritable armée de souteneurs, armée principalement par le groupement de soutien de la base de défense d'Île-de-France, appuyée par des renforts SCA venus de toute la métropole et épaulée par des



militaires de la force Sentinelle. Objectif : le retrait progressif des premières infrastructures et des matériels n'ayant plus de nécessité immédiate.

Cette phase de désengagement suit une démarche rigoureuse où chaque action, chaque transport et chaque réintégration est planifié afin de garantir la continuité du soutien.

## **Un désengagement aux multiples facettes**

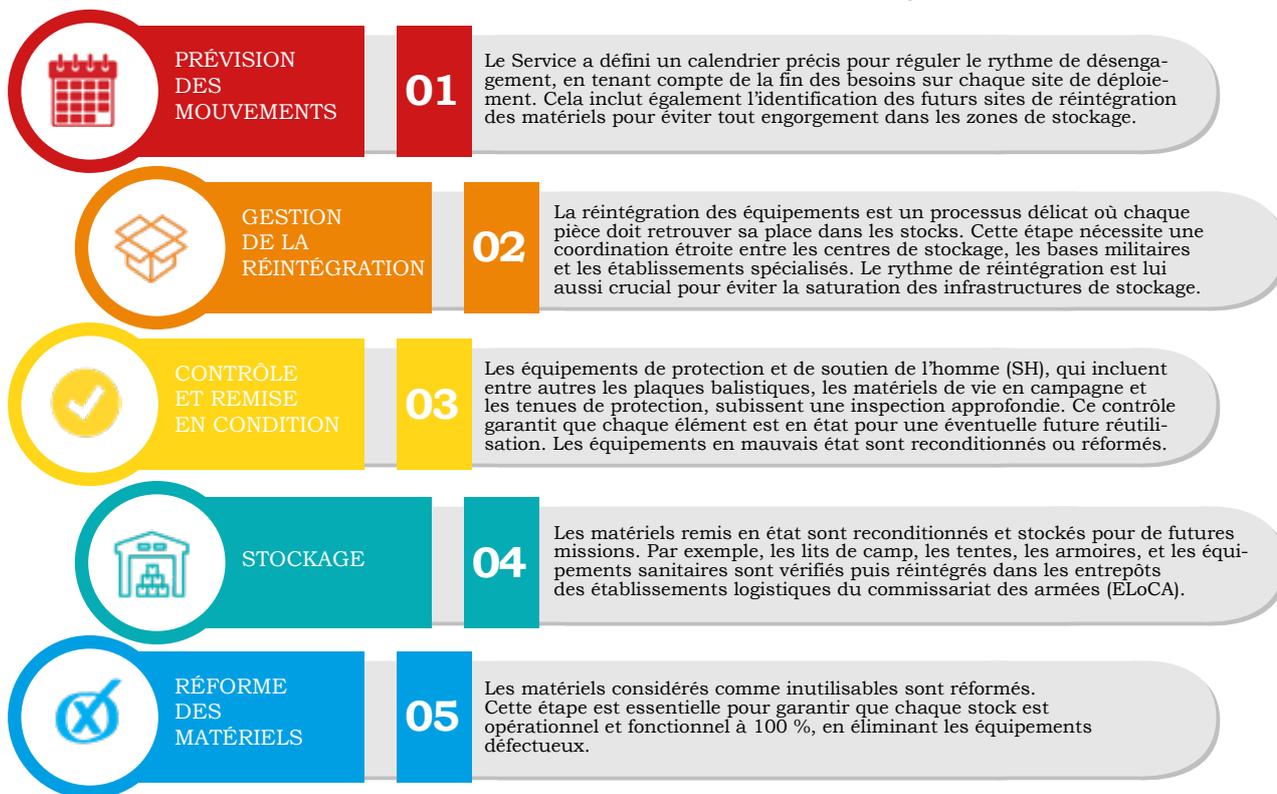
---

Le désengagement inclut également des éléments non conventionnels mais tout aussi essentiels : des stocks d'eau, répartis en fonction des conditions climatiques, ont été redéployés pour répondre à d'autres besoins, tout comme les Pass Alimentation et Pass Mobilité, éléments essentiels au soutien de la force de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024, dont la réintégration a été pilotée par les détachés de liaison SCA (DL SCA) conformément aux directives du centre interarmées du soutien administration des opérations (CIAO), du centre interarmées du soutien restauration-loisirs (CIRL) et du centre interarmées du soutien mobilité (CIMob). Une logistique fine, prenant en compte des besoins immédiats et futurs.

Le camp « Caporal Alain Mimoun », installé sur la pelouse de Reuilly par l'Economat des Armées



## PRINCIPALES ÉTAPES DE L'OPÉRATION DE LOGISTIQUE RETOUR



(EdA), fait partie des structures d'hébergement montées spécialement pour les Jeux olympiques et paralympiques 2024 et nécessitant un démontage soigné. Prévue pour mi-novembre, la fin des opérations de démontage témoigne de la complexité et de la minutie nécessaire pour restituer l'emplacement dans son état initial.

D'autres installations, déployées sur des sites civils, sont aussi concernées. Près de 20 sites, dont 4 préemptés dans le secteur civil, ont accueilli les équipements Commissariat. Des sites qu'il a fallu désengager et restituer aux autorités locales.

Le volet « transport » représentait un pan important du soutien délivré à la force de





sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024. « Plus de 3 900 véhicules de la gamme commerciale ont été acheminés depuis les différents organismes du Service et mis à disposition des unités » explique le commissaire en chef de 2<sup>e</sup> classe Alain, adjoint au directeur du centre interarmées du soutien multiservices (CIM). Une ressource qu'il a fallu désengager et rapatrier dans les organismes d'origine. « Le suivi des véhicules, par le biais de leur plaque d'immatriculation, nous a permis de savoir exactement qui avait perçu le véhicule et où il l'avait perçu, ce qui a facilité leur restitution et leur rapatriement dans les différents organismes ».

### **L'ELoCA de Brétigny-sur-Orge : un pivot du désengagement logistique**

---

L'Établissement logistique du commissariat des armées (ELoCA) de Brétigny-sur-Orge s'est imposé comme une

plaque tournante dans cette phase de désengagement. Grâce à une coordination étroite avec le bataillon logistique (BATLOG) et au concours de la zone de transit de Brétigny utilisée comme zone tampon, l'ELoCA a optimisé les flux logistiques et a hautement contribué à la cinématique de désengagement des sites d'Île-de-France.

Quelques chiffres témoignant de l'ampleur des flux gérés :

- 164 conteneurs de matériel de soutien de l'homme (SH) transitant par Brétigny,
- 138 palettes de matériel acheminées par camion,
- 10 conteneurs et 10 remorques MATSCA avec des installations sanitaires et de cuisine,
- 66 conteneurs, un conteneur douche et une unité technique logistique et de communication (UTLC) envoyés pour réintégration à Marseille,
- des centaines de tenues NRBC, gilet pare-balles classe IV et bâtons de défense télescopiques.

Pour répondre aux exigences du volume transporté, un



train spécialement affrété, comportant plus de 70 wagons, assure le transfert de Brétigny à Marseille. Une fois les

matériels réceptionnés, un processus minutieux de tri et de reconditionnement s'engage, en deux phases : une première de dépotage des conteneurs, tri, reconditionnement, remise en stock (physique et comptable) et déclenchement des prestations d'entretien par ABILIS, et une seconde durant laquelle les matériels techniques font l'objet d'une visite de retour de prêt. Des opérations permises notamment grâce à l'appui et la collaboration du 14<sup>e</sup> Régiment d'infanterie et de soutien logistique parachutiste (14<sup>e</sup> RISLP).

L'enjeu pour l'ELOCA de Brétigny ? Réinjecter un maximum de matériel dans le stock disponible afin d'être au rendez-vous des grandes échéances opérationnelles à venir, dont notamment l'exercice DACIAN SPRING 2025, tout en continuant à assurer le soutien courant.



## Une manœuvre qui témoigne de l'excellence du Service

---

En plus des multiples acteurs impliqués ou des enjeux évidents de sécurité, le défi du temps fut un facteur inéluctable dans l'opération de désengagement. Le désengagement des forces, planifié sur une dizaine de jours, et la libération des sites dans des délais souvent très courts, a accentué la pression sur les équipes logistiques. À l'ELoCA de Brétigny, cette contrainte temporelle s'est traduit par un rythme intense de réintégration des équipements, notamment des équipements individuels, pour garantir une disponibilité maximale des stocks. Pour l'EMO-SCA, orchestrer cette manœuvre a nécessité de la réactivité et une parfaite coordination avec les centres experts, les ELoCA, les groupements de soutien et les commandements interarmées.

La phase de désengagement revêt également une dimension administrative importante. « *La mission ne sera réellement achevée que le jour où la dernière indemnité due au personnel engagé dans le dispositif sera payé* » souligne le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte, directeur central du SCA.

Les équipes du SCA partagent le sentiment d'avoir contribué à une période historique pour la France. Ce désengagement, symbole des capacités logistiques du SCA, est aussi une occasion de rappeler les valeurs et l'expertise du Service, capable d'orchestrer simultanément des missions d'envergure dans des délais contraints.

Si le SCA fut l'un des premiers opérateurs déployés sur la manœuvre d'ampleur de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024, il est également l'un des derniers à partir. Incarnant à la fois l'avant-garde et l'arrière-garde de l'engagement des forces armées dans ces Jeux, le SCA clôture l'aventure olympique avec le même souci d'excellence et de service rendu dont il a fait preuve tout au long de ces derniers mois.



# Cessions de biens

## LES MISSIONS INSOUPÇONNÉES

### du bureau Administration Générale,

# le “NOTAIRE” du Service

Rédaction : CR1 Émilie ROBLOT

Illustrations : CR1 Émilie ROBLOT/SCA/Défense

**N**e vous fiez pas aux apparences. Le bureau Administration Générale (BAG) de la sous-direction métier de la direction centrale du service du commissariat des armées (SCA) ne traite ni ordre de mission, ni courrier, ni facture. Le BAG est l'opérateur ministériel des cessions gratuites de biens en France et à l'étranger, quelle que soit la catégorie du bien, du mobilier au matériel de guerre. Il prépare et suit les décisions relevant de la signature du ministre des Armées et des Anciens combattants et traite, sur le même schéma, les mises à disposition des moyens du Service ainsi que les prestations gratuites.

### Les origines de création du BAG.

A l'origine, le cabinet du ministre des Armées et des Anciens combattants suivait à son niveau les dossiers de cessions gratuites. Face à l'augmentation du nombre de dossiers, la mission a été transférée au SCA en 2016. « *L'évolution du contexte géopolitique a un effet visible sur l'activité des cessions. En effet, la politique des cessions du matériel militaire à l'étranger est toujours déterminée par des intérêts de coopération militaire, qu'il s'agisse de plans d'action antiterroristes renforcés, d'efforts particuliers, comme c'était le cas en faveur des pays du G5 Sahel ou lorsque les cessions se justifient en termes d'influence et d'intérêt de la France.*

*La stratégie des cessions élaborée par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) en lien avec l'État-major des armées (EMA) et la DGA est validée au plus haut niveau ministériel, en comité directeur des cessions », révèle Guillaume, le chef du BAG. « Avant l'invasion de l'Ukraine, le bureau était composé de deux personnes mais dès le déclenchement de la guerre, le volume des cessions a justifié l'augmentation de la taille du bureau. Aujourd'hui, le bureau compte un chef (civil), deux officiers d'active et un réserviste. La répartition des missions est simple : les dossiers France sont gérés par le lieutenant de vaisseau (LV) Sébastien et les cessions à l'étranger sont gérées par le commissaire de 1<sup>e</sup> classe (CR1) Thibaut. Ces deux cadres du bureau suivent également les dossiers liés aux conventions et protocoles signés par le directeur central ainsi les dossiers de lutte contre la fraude », ajoute-t-il.*



### Qui sont les gestionnaires de biens du ministère des Armées et des Anciens combattants ?

Les principaux gestionnaires de biens sont :

- la direction de la maintenance aéronautique (DMAé)
- la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (SIMMT)
- le Service interarmées des munitions (SIMu)
- le service de soutien de la flotte (SSF)
- Nous retrouvons également :
- la direction centrale du service de santé des armées (DCSSA)
- la direction du service de l'énergie opérationnelle (DSEO)
- la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI)

En somme des missions qui pourraient rapprocher la fonction du BAG de celle d'un notaire. « *Le BAG exerce ce rôle de notaire. C'est parce que c'est complexe et que de nombreux acteurs interviennent que nous sommes au centre des procédures* », déclare le chef du bureau. Mettre du lien entre les différentes parties prenantes (états-majors, gestionnaires de biens, organismes ministériels, etc.) et encadrer juridiquement : telle est la mission principale de ce bureau. « *On enregistre le dossier, on le vérifie, on propose des actes juridiques et on émet un avis. Soit c'est favorable, soit c'est défavorable* ». L'essentiel de l'activité du BAG repose donc sur l'instruction des dossiers de gratuité pour le cabinet du ministre des Armées et des Anciens combattants avec l'appui des gestionnaires de biens, responsables administrativement des biens qui leur sont affectés, dans le but d'organiser ces opérations de cessions, de mises à disposition et des prestations dans un cadre juridique particulièrement complexe.

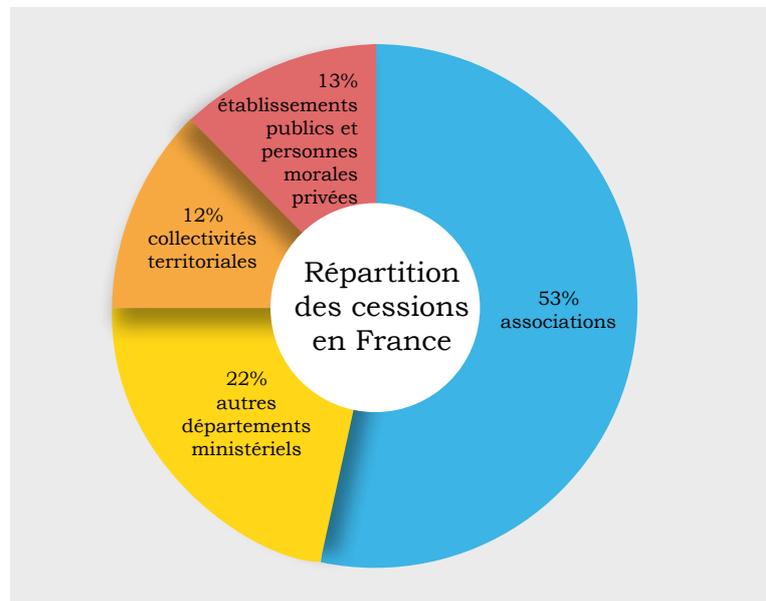
Une mission commune aux objectifs, procédures et typologies de ressources différents pour la France et à l'étranger.

### Le BAG, opérateur ministériel de la gratuité pour les opérations de cessions, mises à disposition et prestations en France et à l'étranger.

Qu'il s'agisse d'opérations en France ou à l'étranger, le BAG n'intervient que dans le domaine de la gratuité : « *La gratuité, c'est l'exception. L'Etat n'a pas vocation à donner. Ses biens ne sont en principe pas cessibles. Ils doivent être préservés. Si nous cédon, c'est qu'il y a des justifications particulières et notre rôle est de s'assurer que ces justifications sont correctes* », indique Guillaume. Si la gratuité n'est en principe pas autorisée, le bureau agit en dérogation des procédures habituelles. La gratuité a un coût pour le ministère et le BAG est chargé du suivi de ce coût pour respecter un seuil annuel fixé pour les cessions gratuites à l'étranger. Il est également important de suivre le coût des cessions pour la France ainsi que celui des prestations, notamment lorsque des ressources humaines y sont consacrées.

Il est essentiel de comprendre que le métier s'adapte à des contextes très divers et que les cessions diffèrent selon le cadre et l'environnement dans lesquelles elles interviennent.

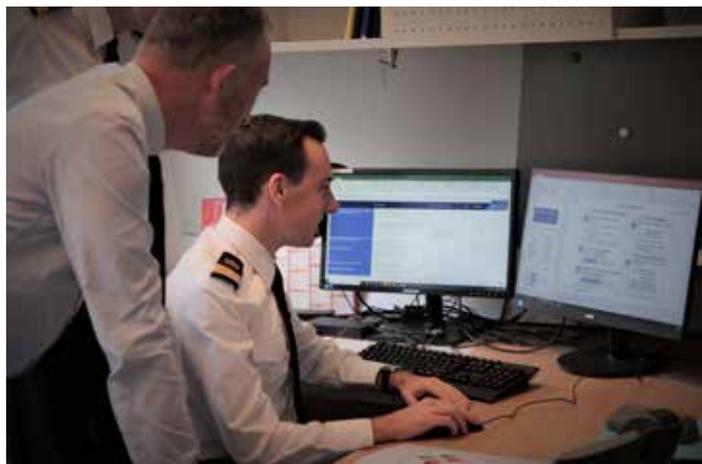
En guise d'exemple, le LV Sébastien mentionne également la mise à disposition gratuite de matériels au profit d'une association victime d'une tempête en février dernier, qui avait dégradé ses locaux. La mise à disposition de tentes, tables et



## Un cadre législatif qui a évolué pour simplifier les procédures en France

À l'origine, la gratuité n'était pas autorisée par la Loi. L'ensemble des dossiers devait remonter au ministre pour obtenir sa signature personnelle. « *On faisait signer au ministre des cessions à 138 euros, ce qui n'était pas très optimal* », déclare le LV Sébastien. Les cessions s'appuyaient sur une décision de 2013 dans laquelle les petits matériels avaient une portée politique. La loi ayant été modifiée au début de l'année 2024, il a été estimé que toutes les cessions ne devaient pas nécessairement obtenir la signature du ministre. « *Le circuit était complexe. Une vingtaine de signatures était exigée avant d'arriver à la décision ministérielle* ».

Pour rationaliser les procédures et travailler en subsidiarité un travail a été mené conjointement avec le CABMINARM en vue d'élaborer une nouvelle décision ministérielle qui a été signée en avril 2024. Désormais, selon la portée politique, financière et médiatique du dossier, la signature du ministre n'est plus obligatoire. « *On travaille avec les gestionnaires de biens pour qu'ils s'approprient ces nouvelles procédures. Cela nous permet de gagner en efficacité et de répondre plus rapidement aux demandes de cessions ou de mises à disposition* ». Ainsi, le directeur central est dorénavant le signataire pour les opérations à faible montant concernant le SCA.



chaises de la part du GSBdD de Charleville-Mézières ont permis à l'association de poursuivre ses activités d'accueil et de restauration pour les enfants en situation de handicap. Juridiquement, une décision ministérielle de mise à disposition de moyens a été rédigée par le BAG.

Si la cession ou la mise à disposition d'un bien participe au rayonnement des biens culturels du ministère des Armées, s'assurer que le bien est sécurisé pour le bénéficiaire est primordial. « *Nos opérations impliquent principalement la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (SIMMT) car elle dispose d'un patrimoine terre conséquent. Cependant, les blindés anciens peuvent contenir de l'amiante. D'un point de vue réglementaire, nous n'avons pas le droit de céder un bien amianté. Nous devons le désamianter avant de le céder. Cela relève de la responsabilité du gestionnaire de biens. [...] Nous sommes partenaires de tous ces projets. Il y a un vrai besoin de pédagogie auprès des gestionnaires de biens. On les rencontre, on décroïssonne, on les appuie dans la rédaction des actes ministériels. On contrôle des situations dérogatoires au droit pour rendre compte au cabinet du ministre car la gratuité ne peut pas être octroyée à une entreprise ni à un particulier* ».

Au total, le BAG traite environ une centaine de dossiers par an, dont 47% concernent des cessions, 41% des prestations et 12% des mises à disposition, pour un coût annuel de près de 2 millions d'euros par an pour le ministère des Armées.



## L'info insolite

Le MINARM peut céder des animaux tels que des chiens spécialistes en recherche d'explosifs par exemple !.

## Le cas des opérations à l'étranger

« La cession de biens à l'étranger vise à renforcer notre coopération militaire avec nos partenaires, en lien avec le pôle relations internationales militaires de l'état-major des armées (EMA-PRIM) et la direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) qui pilotent la stratégie ministérielle des cessions sous l'égide du cabinet du ministre », explique le CR1 Thibaut, en charge des cessions de biens à l'étranger au BAG. Contrairement aux cessions en France, les demandes de cessions à l'étranger émanent des Etats partenaires uniquement. « Nous effectuons des cessions à une quinzaine de pays, dont une majorité au profit de partenaires africains et de l'Ukraine ». Pour le matériel de guerre, ces cessions sont subordonnées à l'avis de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre et à la délivrance d'une licence. Armement, munitions, drones, véhicules militaires et civils, ressources alimentaires, matériels sanitaires (mannequins de simulation, brancard, etc.) et informatiques, petits équipements (radios portatives, jumelles thermiques) et mobiliers (tentes, tables, lits, chaises) sont majoritairement cédés. « La différence pour l'étranger lorsque l'on cède un bien, c'est que celui-ci est soit prélevé sur nos stocks, soit acheté lorsque le besoin est spécifique et qu'un matériel neuf est nécessaire », dévoile-t-il.

Pour l'étranger, la SIMMT, le Service Interarmées des Munitions (SIMu) et la Direction de la maintenance aéronautique (DMAé) font partie des gestionnaires de biens les plus dimensionnant, avant le Service de l'énergie opérationnelle (SEO), le SCA, le Service de soutien de la flotte (SSF), le Service de santé des armées (SSA) ou encore la DIRISI.

Le BAG suit le processus en lien avec l'EMA, la DGA, la direction des affaires financières (DAF) et les gestionnaires de bien. Il veille notamment au respect du plafond annuel autorisé par arrêté. Pour le CR1 Thibaut deux qualités sont indispensables pour servir au sein du BAG : « La fiabilité et la réactivité. Le contexte impose parfois d'accélérer les procédures pour répondre à la demande tout en garantissant la sécurité juri-

dique du domaine ! ». Il ajoute avec un sourire : « Je ne m'attendais pas à en apprendre autant sur tous les armements en service dans nos Armées ».

**VLRA**



**MASSTECH**



**VAB**



**Casque**



**SMB**



**Musette  
1<sup>ers</sup> secours**



**Jumelles**

# Appui de la France à l'Ukraine :

## la démonstration d'un soutien Commissariat intégré aux forces armées

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : CTE/Armée de Terre/Défense ; Marion LOTTEGIER/SCA/Défense ; CASP Gueric MAILLOT/SCA/Défense

Durant près de neuf semaines, de septembre à fin novembre, la France a formé et équipé une brigade entière de l'armée ukrainienne. Cette mobilisation complète, au profit de près 2 000 soldats de la brigade « Anne de Kyiv » a mobilisé plus de 1 500 militaires français. Une formation interarmes, complète, dispensée par l'armée de Terre, qui inclut également le soutien. « *La formation de la brigade Anne de Kyiv est une action d'envergure interarmées. Elle comprend une manœuvre logistique et de soutien d'ampleur, assurée notamment par le service du commissariat des armées (SCA), indispensable pour la réussite de l'opération. Le soutien est pleinement intégré à la manœuvre. Il n'y a pas d'opération sans soutien* » précise le général de division Damien Wallaert, sous-chef opérations aéroterrestres (SCOAT). Une manœuvre de soutien Commissariat d'ampleur, au cœur des enjeux opérationnels des forces armées. Décryptage.

### LE SOUTIEN À LA BRIGADE ANNE DE KYIV, VITRINE DU HOST NATION SUPPORT MADE IN FRANCE

La manœuvre du service du commissariat des armées aux côtés de l'armée de Terre combine et intègre toutes les fonctions de soutien Commissariat, de la logistique à la gestion multiservices de site en passant par l'administration. « *Le soutien revêt une dimension importante dans l'opération de formation délivrée au partenaire ukrainien. C'est un pilier de la condition morale, indispensable à l'engagement dans le conflit auquel ils font face* », précise le colonel Guillaume, commandant de la task-force Champagne. Dès les annonces du président de la République en juillet dernier, le SCA, par l'intermédiaire de son état-major opérationnel (EMO), a participé à la planification de cette mission, tout en assurant concomitamment la conduite du soutien aux autres engagements opérationnels, dont les Jeux olympiques et paralympiques 2024. « *Dès le mois d'août, il nous a fallu réfléchir au concept du soutien à apporter, inédit et dimensionnant compte-tenu du nombre de personnels à soutenir, en pleine période des*

*Jeux olympiques et paralympiques 2024 et sans entraîner de rupture dans le soutien courant* », témoigne le commissaire de 1<sup>re</sup> classe Géraldine, chef de l'état-major opérationnel du Service. Un soutien à une brigade de près de 2 000 Ukrainiens et à plus de 1 500 militaires français mobilisés pour la formation, dans les domaines clés du soutien Commissariat : la restauration, l'hébergement, le transport, l'équipement et la condition du personnel. Un soutien assuré par le groupement de soutien de base de défense (GSBdD) du Grand Est, pleinement mobilisé dans la manœuvre. « *Le GSBdD fut pleinement intégré dans le dispositif, et ce dès les phases de planification. Cette mission inédite d'appui à un partenaire qui fait face à une menace réelle nécessitait la création et la mise en oeuvre d'un modèle de soutien sui generis, adapté aux besoins du partenaire* », explique le général de division François-Yves Le Roux, commandant de la base de défense.

Pour nourrir l'ensemble de la force, en plus de l'activation des installations existantes, le SCA a créé *ex nihilo* un ordinaire de campagne sous tente, en mesure de nourrir jusqu'à 2 000 personnes. Trois éléments lourds de cuisson

(ELC 500) et des matériels de restauration collective adaptés ont été déployés et mis en œuvre. Un soutien restauration conséquents, qui a nécessité le renfort de personnels RHL en provenance des différents organismes du Service. « Pour être en mesure de nourrir l'intégralité de la force déployée, l'ensemble des canaux et ressources disponibles ont été employés, à savoir l'ordinaire en régie, l'ordinaire de manœuvre et l'ordinaire de campagne », explique le lieutenant Rémy, responsable RHL sur la manœuvre. « Le matériel a été prévu en conséquence. Le but ? Nourrir quotidiennement l'intégralité du personnel présent, trois fois par jour. La force partenaire a des habitudes alimentaires qui diffèrent des nôtres, ce qui modifie intégralement tant la manière de fonctionner des équipes RHL que du matériel lui-même qui est beaucoup plus sollicité. Plus de quatre tonnes de nourriture sont consommées quotidiennement. Cela requiert une certaine capacité d'adaptation et de réactivité ». Un soutien restauration d'ampleur, qui a davantage poussé le raisonnement, la logistique et l'organisation des équipes. « Compte-tenu des quantités de nourriture à fournir quotidiennement, les entreprises et partenaires locaux ont été sollicités pour soutenir l'opération ». L'importance du soutien restauration entraîne une forte sollicitation sur le matériel, dont la maintenance est essentielle pour garantir sa pleine capacité opérationnelle. Une maintenance assurée par l'atelier chaud-froid de la DCS, qui intervient sur les sites pour le dépannage du



**Le soutien délivré au profit de la brigade Anne de Kiyv est une démonstration à grande échelle de nos savoir-faire et démontre le sens du soutien Commissariat qui est partie prenante de la manœuvre des armées.**



matériel de vie en campagne, en appui des équipes d'électromécaniciens frigoristes (EMF) du 14<sup>e</sup> régiment d'infanterie et de soutien logistique parachutiste (14<sup>e</sup> RISLP) de l'armée de Terre. « Il y a une véritable imbrication des acteurs dans le

*domaine de la maintenance des matériels de vie en campagne et une grande fluidité de travail avec le personnel du 14<sup>e</sup> RISLP » témoigne Jérôme de l'atelier de maintenance du GS. « L'opération est l'occasion pour le personnel du GS, et plus globalement du Service, de monter en puissance dans le domaine de la maintenance sur le matériel de vie en campagne. C'est une opportunité pour améliorer nos savoir-faire*

*et monter en compétences ».*

Toutes les capacités d'hébergement de la base de défense ont été mis à disposition par le GSBdD pour accueillir la force





partenaire, les interprètes et les instructeurs. Des capacités d'hébergement supplémentaires, en camp de toile, ont été acheminées et déployées afin de faire face au besoin et loger l'intégralité de la force.

Afin d'équiper la brigade, une chaîne habillement a été préparée par le SCA et opérée en lien avec le 14<sup>e</sup> RISLP de l'armée de Terre. Treillis, équipements balistiques et sacs de couchage ont été mis à disposition des stagiaires, sans impact sur les incorporations dans les armées françaises, qui se sont déroulées concomitamment au déploiement de la brigade Anne de Kyiv. « Plus de 150 palettes contenant des effets d'habillement et de l'équipement balistiques ont été acheminés depuis les établissements logistiques du Commissariat des armées, notamment de Châtres, Brétigny et Marseille, pour fournir à notre partenaire un équipement adéquat », précise Christophe, responsable logistique sur la mission.

Pour assurer les déplacements intra-sites, le SCA a mis à disposition plus d'une vingtaine de véhicules de la gamme commerciale et une quinzaine de cars. Une dizaine de cars supplémentaires a également été engagée afin d'assurer les mouvements entre les aéroports et le camp où est stationnée la force partenaire.

## UN SOUTIEN D'EMPLOI ADAPTÉ AUX BESOINS DU COMMANDEMENT

La réussite de cette mission confirme la capacité du SCA à produire des effets de soutien adaptés aux besoins exprimés et aux enjeux opérationnels. « C'est un vrai défi, parfaitement

*relevé dans tous les domaines du soutien et dans des conditions très particulières et très impactantes. Le soutien délivré par le service du commissariat des armées à la brigade « Anne de Kyiv » est un cas concret de soutien d'emploi », témoigne le chef d'état-major des armées. L'intégration du Service dès les phases de conception et de la planification, a permis de définir les solutions à mettre en œuvre, soit en mobilisant les capacités internes du Service (RH, matériels), intégrant les capacités additionnelles des armées (électromécaniciens frigoristes, magasiniers, conducteurs), soit en ayant recours à des prestataires externes. « Derrière un groupement de soutien, il y a tout un Service. Nous avons un panel de capacités, de savoir-faire et nous savons nous mobiliser collectivement pour les mettre en œuvre et être au rendez-vous pour répondre aux besoins des armées. Le soutien délivré au profit de notre partenaire et de l'armée de Terre confirme le modèle de Commissariat d'emploi qui est engagé dans, avec et pour les*



armées. Il mélange le soutien d'opération et de garnison, il est capable de faire les deux simultanément. Et ce grâce à nos savoir-faire, à notre engagement et à notre capacité à faire corps et à travailler ensemble. Le collectif fait la différence. C'est une mission hors-norme pour laquelle l'ensemble du Service s'est mobilisé. Jour après jour, vous vous êtes adaptés aux attentes et aux besoins du partenaire et vous avez amélioré l'offre de soutien. Vous avez été inventifs, vous avez eu l'esprit d'initiative et vous avez démontré un engagement individuel et collectif qui est performant », précise le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte, directeur central du SCA.

Ainsi, au-delà des moyens propres au Service et aux armées, le SCA a externalisé à l'Économat des Armées (EdA) la location d'une tente de grande dimension visant à abriter un foyer dédié aux militaires ukrainiens et pouvant accueillir jusqu'à 2 000 personnes. Opéré par le personnel militaire du SCA, cet espace permet de garantir la condition du personnel, aspect indispensable du soutien à une brigade en formation qui se prépare de surcroît à un engagement opérationnel de grande ampleur dans des conditions difficiles. « Le foyer a été pensé pour être évolutif : les premiers produits proposés étaient des produits de première nécessité, puis nous sommes montés en gamme en fonction des besoins exprimés par le partenaire et de la réponse qui pouvait être apportée. Le point de vente propose désormais divers produits, comme des vêtements ou des boissons énergisantes, etc. », explique le lieutenant Rémy.

En soutenant la formation dispensée par l'armée de Terre à la brigade Anne de Kyiv, juste après avoir déployé un soutien d'envergure au profit de la force de sécurisation des Jeux

olympiques et paralympiques 2024 et concomitaument au soutien aux différentes opérations extérieures et engagements opérationnels des forces armées françaises, le service du commissariat des armées poursuit son opérationnalisation, consolide son modèle de soutien et démontre sa pleine capacité à délivrer un soutien d'ampleur, sous court préavis, dans, avec et pour les forces armées. « Nous sommes en train de vivre un changement d'époque qui nous ramène à l'essentiel : soutenir les armées françaises, à tout niveau. Vite, fort et aussi loin que nécessaire, peu importe le terrain. Le soutien délivré au profit de la brigade Anne de Kyiv est une démonstration à grande échelle de nos savoir-faire et démontre tout le sens du soutien Commissariat qui est partie prenante de la manœuvre des armées ».



## À BORD DU PORTE-HÉLICOPTÈRE AMPHIBIE DIXMUDE

Bâtiment de combat, le porte-hélicoptère amphibie DIXMUDE a vocation à évoluer sur des théâtres variés, souvent éloignés de son port base, pour répondre à des missions programmées ou inopinées. Un engagement constant et contraint, qui nécessite une capacité financière et d'achats réactive pour répondre au fonctionnement courant du bord dans ses différentes configurations d'emploi opérationnel. La raison d'être du commissaire embarqué. Immersion.

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense





**Le commissaire embarqué permet une autonomie administrative, financière et logistique de l'unité et un déploiement lointain et dans la durée du bâtiment.**





Le commissaire embarqué est le responsable du secteur vivres. Sous ses ordres, une vingtaine de personnels en RHL sont en charge de la restauration à bord. Avec un seul objectif : nourrir l'ensemble du personnel, sans distinction de grade ou de statut. Le tout en faisant face aux aléas de la vie embarquée et des contraintes du milieu.



**L'objectif est de nourrir  
le personnel du bord, du matelot  
au commandant, quel que soit l'arme.  
Nous sommes au service des autres,  
là pour soutenir l'équipage.**





© Marion LOTTEGIER/SCA/Défense



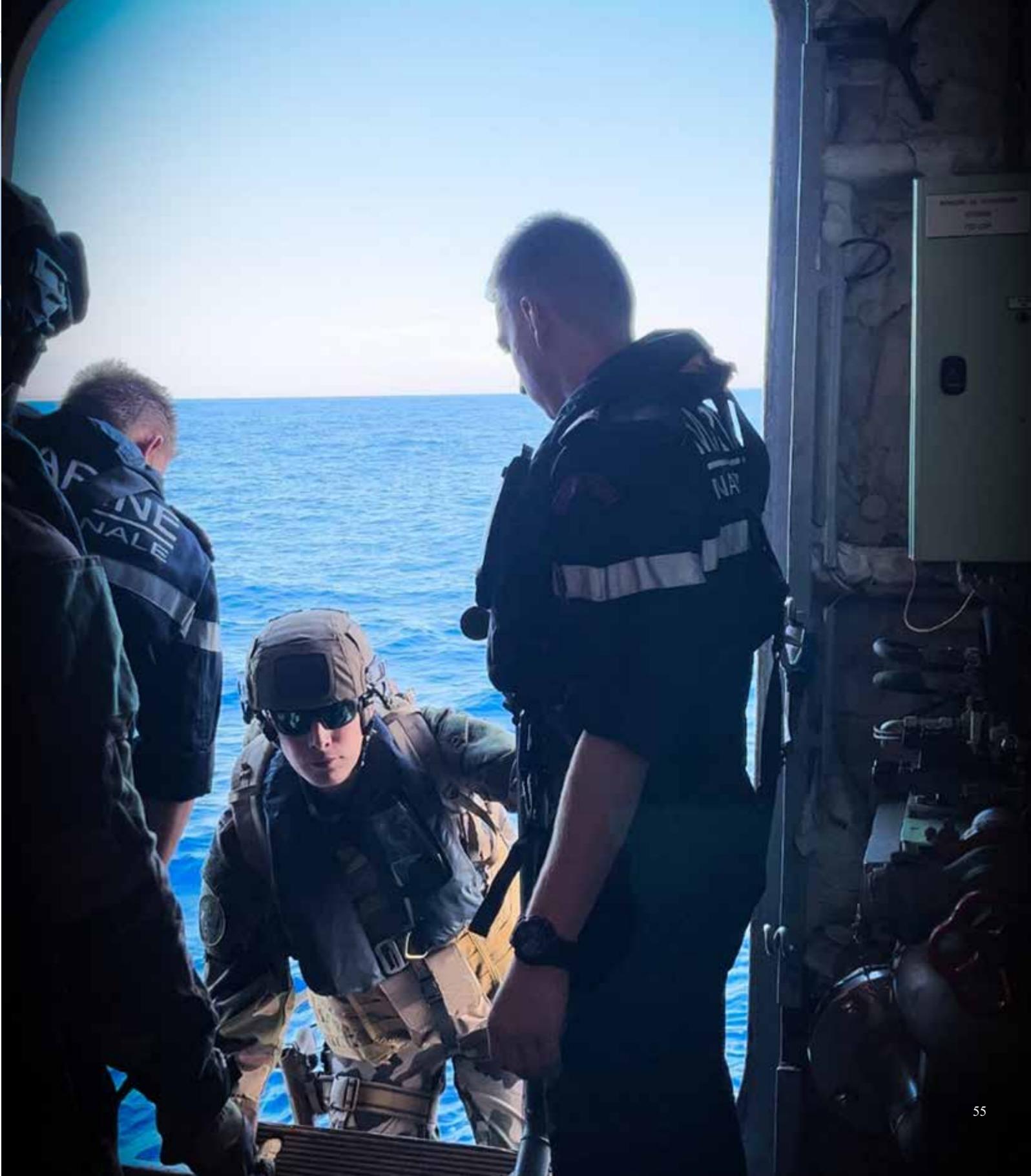
© Marion LOTTEGIER/SCA/Défense



En tant que conseiller juridique du commandement, le commissaire embarqué est chargé de préciser le cadre juridique qui s'applique pour tout engagement de la force. Objectif ? S'assurer en permanence que les actions menées en planification et en conduite sont conformes au droit des conflits armés et plus précisément au droit des conflits navals.



Il est ainsi en première ligne lors des opérations de visite et des enquêtes de pavillon. Il est le premier à se rendre à bord d'un bâtiment suspecté pour engager une fouille à bord et faire en sorte que le droit soit respecté.



**Polyvalence et réactivité.** Deux atouts majeurs pour être commissaire embarqué à bord du porte-hélicoptère amphibie DIXMUDE. Conseiller juridique du commandement, chef de service, capitaine de compagnie, officier de relations publiques, officier de l'état civil...les fonctions occupées par le commissaire à bord sont aussi multiples que le personnel avec lequel il interagit. « *Les missions sur un bâtiment de combat sont tellement diversifiées et les sollicitations tellement nombreuses qu'il faut être prêt à réagir au moindre coup de sifflet, même si celui-ci retentit en pleine nuit !* », explique le commissaire principal Victor, embarqué sur le PHA.

En tant que conseiller juridique, le commissaire principal Victor est en lien direct avec le commandant. « *Le commissaire à bord est celui qui maîtrise le mieux les rouages juridiques, indispensables pour conduire une opération. L'environnement du droit international s'est complexifié, nous faisons face à un risque juridique croissant, à des opérations qui sont de plus en plus complexes avec notamment l'implication des acteurs non-étatiques. Le commissaire embarqué occupe un rôle central pour conseiller le commandement, c'est une véritable plus-value de l'avoir à bord ; il apporte cet éclairage et cette expertise qui sont très précieux* », témoigne le capitaine de vaisseau Jocelyn, commandant du PHA DIXMUDE. Une expertise juridique indispensable lors des opérations de visite et enquêtes de pavillon. « *Sur quelle convention devons-nous nous baser*

*pour visiter un pavillon ennemi ? La convention de Montego Bay ? Celle de Vienne ? Une résolution des Nations-Unies ? De quelle manière devons-nous procéder ? Sommes-nous autorisés à mener une fouille à bord ? Autant de questions auxquelles le commissaire a les réponses ».*



**Le commissaire embarqué  
occupe un rôle central  
pour conseiller le commandement.  
C'est une véritable plus-value  
de l'avoir à bord.**

Si le commissaire embarqué est un précieux conseiller juridique pour le commandement, il l'est également pour le soutien à bord. « *Le soutien s'est complexifié et le nombre d'interlocuteurs et de chaîne a augmenté* » précise le capitaine de vaisseau Jocelyn. « *Avoir à bord un commissaire, qui connaît parfaitement les chaînes du soutien, est un atout non-négligeable* ». Restauration, finances, ressources humaines, ges-

tion des stocks et du matériel... autant de domaines du soutien qui sont sous la coupe du commissaire embarqué. « *Le porte-hélicoptère amphibie DIXMUDE est une unité dite autonome, avec à son bord un service Commissariat dont les missions sont proches de celles d'un groupement de soutien de base de défense. Le commissaire embarqué est le chef de ce service, permettant une autonomie administrative, financière et logistique de l'unité et un déploiement lointain et dans la durée du bâtiment* » explique le CRP Victor. En matière d'achats-finances, les missions du commissaire embarqué sont similaires à celles de ses homologues à terre : il assure l'expression du besoin



au profit du bord, le suivi de la disponibilité des crédits et de l'opportunité des dépenses, par délégation du commandant. La spécificité de l'embarquement ? Le commissaire dispose d'un trésorier et de fonds. Des devises qui peuvent servir à payer les dépenses en escale (accastillage, vivres, etc.) ou une avance de frais à l'équipage. Elles sont perçues auprès de la régie de la trésorerie consulaire ou diplomatique du pays visité et restituée à l'issue de l'escale. Charge au commissaire, avec l'aide de son trésorier, de s'assurer du bon compte des devises restantes et de fournir les justificatifs des dépenses afin de permettre un recomplètement de la trésorerie.

## **Polyvalence, réactivité, agilité.**

À bord du PHA DIXMUDE, le commissaire principal Victor gère les cordons de la bourse et coordonne la restauration. « *En tant que chef de service, je m'occupe des locaux, du matériel et de la bonne marche du service dans deux domaines clés du soutien : les vivres et l'administration. La gestion du secteur vivres va de l'approvisionnement à quai à la distribution à bord, en passant par la production. Les commandes sont établies par le chef du secteur vivres, qui me les soumet pour validation et engagement de la dépense* ». En mer comme à terre, le soutien restauration est crucial. « *L'objectif est de nourrir le personnel du bord, du matelot au commandant, quel que soit l'arme. Nous sommes au service des autres, là pour soutenir l'équipage. La particularité réside dans les contraintes liées à l'environnement marin : avant départ en mer, nous faisons une estimation d'autonomie – 45 jours environ -, établissons nos menus et passons nos commandes en conséquence. Les menus sont établis par*

### **Le SCAViez-vous ?**

Le commissaire embarqué gère la coopérative, véritable institution au sein des bâtiments de la Marine nationale. Mini-magasin, les marins du bord y trouvent en mer les produits nécessaires pour agrémenter leur quotidien, ainsi que des objets de tradition propres au bâtiment sur lequel ils sont affectés. Les bénéfices de la coopérative, gérés par le commissaire, servent à financer des activités de cohésion de l'équipage.

### **Commissaire... mais aussi marin !**

À bord du PHA, le commissaire est un membre de l'équipage comme tous les marins. Garde, quart en aviation ou en passerelle navigation, exercices de sécurité... il contribue pleinement à la vie opérationnelle du bord.



### **Le commissaire embarqué permet une autonomie administrative, financière et logistique de l'unité et un déploiement lointain et dans la durée du bâtiment.**

*le chef de cuisine et le commis, et soumis pour validation au médecin et au commissaire embarqué. Les commandes sont ensuite transmises et approvisionnées par l'ELoCA », explique le maître Arnaud, chef du secteur vivres. En escale, loin des ELoCA, l'approvisionnement se fait via les schipchandler avec lesquels le commissaire embarqué est en lien pour assurer le ravitaillement du bâtiment et transmettre l'expression de besoins établis par le secteur vivres. Chef d'orchestre du secteur vivres, le commissaire embarqué contrôle, au minimum une fois par mois, quantitativement et qualitativement les stocks, suit le budget et vérifie que les menus établis sont conformes au budget. Les qualités requises ? Réactivité, flexibilité et adaptation.*

En tant que chef de cabinet pour le commandement et officier de relations publiques, le commissaire embarqué est en charge de la préparation des escales, en relation avec les autorités françaises et du pays visité, et des visites officielles à bord. « *Le commissaire embarqué exerce, en quelques sortes, un rôle diplomatique. Il facilite les échanges, est en lien avec les autorités des pays dans lesquels le bâtiment fait escale, participe au rayonnement des missions de la Marine nationale et des armées françaises en général et entretient le lien armées-jeunesse* ».



# Le Commissariat, coordonnateur de la lutte contre la fraude

Rédaction : CR1 Émilie ROBLOT

**L**a fraude est un phénomène complexe, multiforme et en constante évolution. Le SCA est exposé à ce risque et porte une responsabilité particulière du fait de ses missions. Il doit donc se prémunir contre le préjudice financier et matériel et lutter contre les pratiques délictueuses.

Les principaux faits de fraude concernent :

- des vols de numéraire, de carburant, de matériel balistique, etc.
- des abus de confiance avec le détournement de cartes carburants par exemple.
- des escroqueries relatives aux déplacements temporaires ou aux changements de résidence.
- des faux et/ou usages de faux.

## La lutte contre la fraude est l'affaire de tous !

C'est là qu'intervient le bureau affaires générales (BAG) de la DCSCA. Il exerce en effet un rôle de coordonnateur de la lutte contre la fraude en enregistrant et analysant l'ensemble des dossiers de dysfonctionnements internes et intervient auprès de l'officier général directeur des métiers et des risques pour réaliser un état des lieux du management des risques au sein du SCA.

Le contrôle interne est bien entendu le moyen essentiel pour déceler la fraude mais il faut aussi tirer les leçons des situations rencontrées. Pour le CR1 Thibaut, le BAG occupe une place particulière au sein du SCA : « *Dans une organisation telle que la nôtre, opérant de nombreuses fonctions et organisé sur plusieurs niveaux hiérarchiques, il faut mettre du liant entre les différents acteurs* ». Le BAG est chargé de coordonner le dispositif et de suivre les situations rencontrées et les suites qui leur sont données : « *Nous sommes en lien avec l'Inspection du Commissariat des Armées, les centres interarmées du soutien (CIS), les services locaux du conten-*

*tioux (SLC), la Chancellerie de la DCSCA et tout autre organisme ayant détecté la fraude. Chaque acteur a tendance à se limiter à son périmètre : la procédure de suivi et de lutte contre la fraude peut alors apparaître fragmentées. Dans ce cadre, notre rôle est de nous assurer du traitement global de l'affaire en sollicitant tous les interlocuteurs utiles au sein du SCA ou en dehors : prise de sanctions disciplinaires voire pénales, mesures d'amélioration mises en œuvre par le CIS concerné, renforcement du contrôle interne, etc. »*

La démarche de lutte contre la fraude s'organise selon le cycle suivant :



- **Prévenir.** La prévention commence par le contrôle interne. Deux campagnes de communication annuelles seront menées auprès des formations du ministère, en lien avec les centres interarmées du soutien, pour mettre en exergue les cas les plus emblématiques qui auront pu être détectés et les suites qui auront été données.
- **Détecter.** S'il est capital, le dispositif de contrôle interne est malgré tout insuffisant pour une lutte exhaustive contre la fraude. De nouvelles méthodes de recherche sont ainsi employées pour détecter la fraude : intelligence artificielle, audit interne, signalements internes, etc.
- **Sanctionner et réparer le préjudice.** Des poursuites pénales, des sanctions disciplinaires et une réparation financière sont amenées à être systématisées.
- **Corriger les processus.** Sous l'impulsion des centres interarmées du soutien, des mesures correctives seront mises en œuvre et diffusées auprès des organismes de terrain.

# ORGANISER la réflexion sur la maîtrise des risques

Rédaction : CR1 Émilie ROBLOT

En plus de sa mission orientée sur la cession de biens et la lutte contre la fraude, le bureau affaires générales (BAG) de la direction centrale du service du commissariat des armées occupe une place stratégique dans la vision globale du Service, avec une fonction orientée sur la maîtrise de risques.

Dans le cadre de la nouvelle organisation de la direction centrale du SCA (DCSCA) et de la désignation de l'officier général directeur des métiers en tant que directeur des risques, une réflexion conjointe de la Sous-direction métiers et de la Sous-direction performance synthèse est menée sur le dispositif de maîtrise des risques.

L'objectif est double : simplifier l'évaluation des risques ainsi que les opérations de contrôle pour les opérateurs de terrain et dispo-



ser d'une cartographie des risques au niveau de la DCSCA pour éclairer les décisions stratégiques du directeur central.

*« La première étape consiste à réfléchir sur le management des risques du service tout en conservant la cohérence du contrôle interne actuellement conduit par le bureau pilotage de la sous-direction Performance Synthèse de la DCSCA et le Centre interarmées métiers et contrôle interne (CIMCI) [...] Le service a progressé dans ce domaine depuis plusieurs années mais les opérateurs de terrain se plaignent parfois de la lourdeur du dispositif. Notre réflexion conjointe consiste donc à simplifier au maximum le dispositif dans son ensemble et de nous concentrer sur l'essentiel et l'effet final recherché ».*

## Un management du risque à finalité opérationnelle

Pour Guillaume, « l'objectif du BAG est d'appuyer le directeur des risques du service dans l'élaboration de la cartographie des risques. En fonction de la criticité et du degré de maîtrise des risques identifiés au sein des différents macro-processus, une stratégie peut être adoptée pour le service. Ce travail interne est aussi essentiel vis-à-vis du commandement de l'Etat-major des Armées : sa sensibilisation aux principaux risques du service passe par un effort de consolidation, d'objectivation mais aussi de proposition de solutions ».





## *Tâchons d'incarner, chacun à notre niveau, la notion de frère d'arme*

Rédaction : CASP Guerric MAILLOT

Illustrations : SGA COM/Défense

Rencontre avec le CRC2 Pierre-Damien chargé de mission pour les blessés, les familles endeuillées, le monde combattant et les victimes d'actes de terrorisme.

**A** lors que le mois de novembre s'achève, et avec lui ses commémorations, nous vous proposons de revenir avec nous sur la prise en charge des blessés au travers d'un échange avec le chargé de mission auprès du SGA pour les blessés, les familles endeuillées, le monde combattant et les victimes d'actes de terrorisme et directeur de la maison numérique des blessés et des familles (MNBF).

Juriste de formation, il intègre en 2005 l'École militaire supérieure d'administration et de management de l'armée de Terre et sert au 1er-11e régiment de cuirassiers puis au 1er régiment de hussards parachutistes en tant que directeur administratif et financier. Il participe notamment au déploiement de l'opération Serval début 2013. En juillet 2014, il est affecté à l'École des commissaires des armées en qualité de commandant de promotion. Breveté en 2018, il rejoint la même année l'État-Major de l'Armée de Terre où il occupe les fonctions de gestionnaire du budget opérationnel de programme (BOP). Promu commissaire en chef de 2e classe en 2020, il est nommé l'année suivante directeur adjoint de la direction du commissariat des forces armées aux Antilles, poste qu'il occupera jusqu'à sa prise de fonction au secrétariat général pour l'administration (SGA) en 2023.



### **Monsieur le commissaire en chef, pouvez-vous nous parler de vos missions ?**

Affecté au cabinet du Secrétaire général pour l'administration, j'interviens dans trois domaines principaux.

Je suis d'abord chargé de suivre les sujets ministériels liés à l'accompagnement des blessés et des familles endeuillées pour le compte du Secrétaire général pour l'administration. A ce titre, je participe à la cohérence et à la rénovation du dispositif d'accompagnement des blessés en animant le plan d'action ministériel dédié et en assurant son suivi, en lien étroit avec les armées directions et services concernés ainsi qu'avec les cabinets ministériels. Dans ce cadre, j'assure la direction de projet de la Maison numérique des blessés et familles (MNBF). Je suis également en charge des dossiers intéressant le monde combattant et assure enfin un rôle d'interface vers les acteurs interministériels responsables de la prise en charge des victimes d'actes de terrorisme.

### **Qu'est ce que la MNBF et quel est son rôle ?**

La Maison numérique des blessés et familles (MNBF) émane d'un constat partagé par l'ensemble des acteurs de l'accompagnement : pour accéder à leurs droits, les blessés sont souvent confrontés à une information éparse, partielle et parfois obsolète, ils doivent s'adresser à une pluralité d'acteurs pas toujours bien identifiés. Ces démarches longues et complexes

peuvent générer un sentiment d'isolement accompagné parfois d'un rejet de l'institution.

L'idée à l'origine de la MNBF est donc de créer une plateforme numérique unique qui rassemble en un seul site toute l'information utile aux blessés et aux familles pour accéder à leurs droits, comprendre et initier leurs démarches ou trouver les bons interlocuteurs (cellules d'aides des armées, services, acteurs de l'accompagnement social, de la reconversion, associations...).

Ce projet s'intègre bien-sûr dans le cadre plus large des améliorations prévues par le plan d'action ministériel blessés. Porté par les chargés de mission blessés successifs, en lien avec la DRHMD et les armées directions et services, ce projet s'est très largement accéléré en 2022. Le site est opérationnel depuis mi-2023 et fait l'objet d'améliorations constantes depuis ce jour. Il permet d'ores et déjà de réaliser plusieurs démarches en ligne, notamment les demandes d'indemnisation complémentaires « Brugnot » qui sont traitées par les services locaux du contentieux du SCA, en lien avec la DAJ. Plusieurs évolutions sont encore prévues à l'avenir, avec par exemple la création d'un espace personnalisé permettant d'accéder à certaines pièces de son dossier. Le but est de continuer à simplifier l'accès au droit à réparation et à reconnaissance pour les blessés et leurs familles

### **Vous avez parlé du plan d'action ministériel pour les blessés pouvez-vous détailler ?**

Le plan d'action ministériel pour les blessés, lancé en 2023, est né sous l'impulsion du président de la République qui demandait que soit garantie aux blessés et aux familles une prise en charge immédiate, durable, adaptée et bienveillante en cas de blessure ou décès en service.

Les état-major, directions et services se sont donc mobilisés pour proposer et mettre en œuvre un plan ambitieux ayant vocation à améliorer la prise en charge et le suivi des blessés. Ce plan se veut global : il concerne les blessés physiques comme psychiques, qu'ils soient d'active, de réserve ou anciens combattants. Tous les parcours sont ainsi concernés afin d'améliorer la prise en charge et le suivi médico-administratif, simplifier et moderniser l'accès au droit, renforcer l'accompagnement et les parcours dans la durée.

La mise en œuvre des mesures du plan s'étale de 2023 à

2027. Un tiers des mesures est d'ores et déjà réalisé avec par exemple la mise en œuvre de la réparation intégrale, la simplification et la dématérialisation des demandes de PMI et d'indemnisation complémentaire, l'élargissement des conditions d'accès au statut de pupille, le renforcement des mesures d'accompagnement social, le financement des prothèses de sport, l'accompagnement des aidants, l'extension du dispositif Athos, et bien d'autres.

### **En quoi votre expérience de commissaire des armées vous aide-t-elle au quotidien dans vos missions ?**

Les parcours de commissaires sont très divers mais ont en commun de lier des compétences complètes d'administrateur à une très bonne connaissance des armées et du milieu opérationnel. Cette dualité est une vraie force au quotidien. En ce qui me concerne, les expériences acquises en unités de l'armée de Terre et particulièrement en opérations, me permettent d'appréhender très concrètement les devoirs que comporte l'état militaire et les sujétions qu'il implique notamment en cas de blessure ou de décès. D'un autre côté, la formation et l'expérience acquises dans le domaine de l'administration et plus particulièrement dans le domaine juridique sont tout autant indispensables pour appréhender la complexité des normes constituant par exemple le droit à réparation et à reconnaissance.

Associées à la variété des cursus et à la connaissance de l'écosystème ministériel je constate que ces qualités permettent aux commissaires d'acquérir une vraie légitimité dans des fonctions de coordination et d'interface.

### **Avez-vous une anecdote marquante à partager ?**

« *L'endroit où on redevient un homme* » : c'est de cette manière qu'était décrite une maison Athos par un de ses membres rencontré lors d'une visite. ATHOS est un dispositif de réhabilitation psycho-sociale destiné aux militaires et anciens militaires blessés psychiques. Expérimenté depuis 2021 par l'armée de Terre, le dispositif est désormais ministériel et comptera bientôt 6 maisons réparties sur le territoire.

### **Un dernier mot ?**

En ce mois de novembre, n'oubliez pas d'aller faire un tour sur la nouvelle boutique du Bleu de France !

ADAPTATION  
CONTINUITE  
EFFORT  
INNOVATION  
OPERATIONNEL  
RAVITAILLEMENT  
SOUTIEN

AGILITE  
DEPLOIEMENT  
EXCELLENCE  
INTERARMES  
PERMANENCE  
REEVALUATION  
SUCCES

BRIGADE  
DESENGAGEMENT  
FLEXIBILITE  
LOGISTIQUE  
PERSEVERANCE  
RESILIENCE  
UKRAINE

CONSEIL  
DIXMUDE  
FORMATION  
MANOEUVRE  
PIVOT  
SIMULTANEITE

D L B E N E M I E T I U N I T N O C T  
C D L R A O C L N T E N I A R K U E G  
E H I E E X S N C O N S E I L T A B N  
C T N X N T V E E R V U E O N A M R A  
N E O S M N I P M L I O Y E L E F E T  
A O I M S U O L A R L N M U X E I T E  
R L T E U E D I I O A E A C C U U I T  
E I A K C N D E T G G R C N S Q O L I  
V E U L C A G A N A A Q E X T I I I E  
E F L S E E O O G I R I R T E T N B N  
S F A L S N I N T I L E X F N S N I A  
R O V B C T E O S I R A P R E I O X T  
E R E N A S V I S O A B T O R G V E L  
P T E M E I C E S O U T I E N O A L U  
V I R D P S R E K T A Y O E N L T F M  
R O M A D A P T A T I O N T C E I I I  
F O S A P E C N E N A M R E P N O U S  
E O T N E M E L L I A T I V A R N L A  
C T R Y T N E M E I O L P E D F A C E

## AGENDA

- Décembre 2024 : inauguration de la nouvelle chaîne de conditionnement de rations de l'ELoCA d'Angers
- Janvier 2025 : début de dotation du BME dans les unités
- 27 février – 7 mars : concours international de cuisine militaire (Fort Lee)



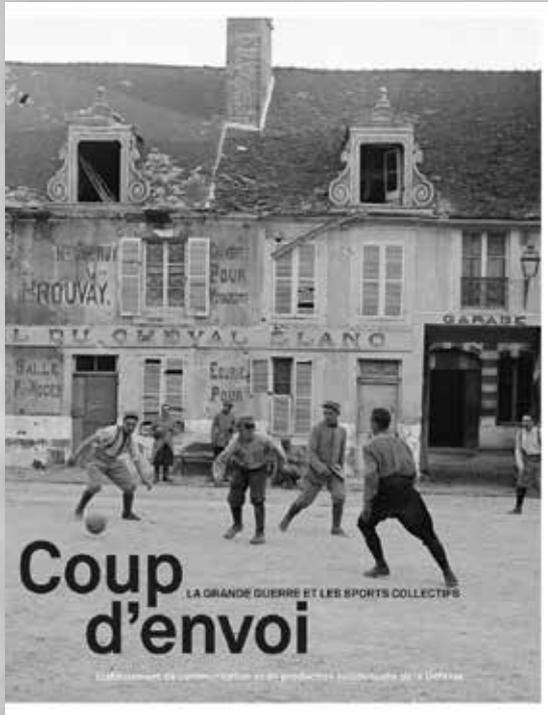
RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

ecpa ▶ d

I M A G E S  
D É F E N S E

# Coup d'envoi LA GRANDE GUERRE ET LES SPORTS COLLECTIFS



Cet ouvrage rassemble pour la première fois une collection unique de photographies témoignant de l'importance de la pratique sportive avant, pendant et juste après la Première Guerre mondiale. Entre deux montées en ligne ou dans les cantonnements, les soldats, pour se distraire et oublier les horreurs des combats, se mettent à taper dans un ballon. Une rivalité débute entre le football, le rugby et les sports introduits par les soldats américains, comme le base-ball ou le basket-ball. Et le ballon rond triomphe, chez les hommes, mais aussi – bouleversement sociétal – chez les femmes, qui rejoignent les terrains pour s'émanciper.

132 pages – 92 photographies

Format : 18,5 x 24 cm – Couverture souple

Prix : 18 € TTC

© Amédée Eywinger/ECPAD/Défense



Disponible à l'achat ici

# Assurer l'avenir de tous ceux qui nous protègent

Allianz Défense et Sécurité, acteur historique de la protection en prévoyance des militaires et de leur famille, propose et adapte continuellement des solutions d'assurance sur mesure intégrant les spécificités des métiers de la défense et de la sécurité.

Les 110 conseillers Allianz Défense et Sécurité, mobilisés 7j/7 sur l'ensemble du territoire, sont présents au quotidien dans toutes les unités, les régiments, bases aériennes et navales, écoles et établissements et s'assurent que chacun dispose d'une protection optimale dans l'exercice quotidien de ses missions mais aussi en cas de coup dur.

Pour en savoir plus, retrouvez-nous sur :  
<https://www.allianz.fr/allianz-defense-securite>

## Allianz Vie

Société anonyme au capital de 681.879.255 € - 340 234 962 RCS Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - 1 cours Michelet - CS 30051 -  
92076 Paris La Défense Cedex



Pour en savoir  
plus sur notre  
histoire,  
flashez-moi !